

FORUM SUR LE FONCTIONNEMENT ET L'EVOLUTION DU SECTEUR SEMENCIER AU BURKINA FASO

Comité de rédaction :

- SAWADOGO COMPAORE MFW. Eveline, INERA
- TEMPLE Ludovic, CIRAD
- COMPAORE Constantin, Institut Panafricain pour le Développement
- KOUDOUGOU Amos, INERA
- NLEND Lucrèce, CIRAD
- OUEDRAOGO Laurent, Groupe de Recherches sur les Initiatives Locales
- OUEDRAOGO Souleymane, INERA
- ZONGO Aline, INADES

Rapport Forum INERA Gounghin, 5 Décembre 2018, validé en Avril 2019

Projet CoEx

Ce travail a bénéficié d'une aide de l'état générée par l'agence nationale de la recherche au titre du programme "Investissements d'avenir" portant la référence ANR-10-LABX-001-01 Labex Agro et coordonnée par Agropolis Fondation.



Résumé

Ce forum avait pour objet de mettre en discussion les points de vues de différentes communautés d'acteurs impliqués dans le secteur semencier (productions céréalières et horticoles). Ce forum a réuni une quarantaine de participants. Après la mise en débats en plénière des résultats obtenus par enquêtes, des séances de travaux de groupes ont mobilisé tous les acteurs présents. Les participants étaient divisés en deux communautés d'acteurs regroupant les acteurs publics et de la recherche : SNS, Ministère agriculture (DGPV, MAAH) ANESBF, INERA-CIRAD, les Instituts de formation : IPD-AOS, IDR (Bobo), CONAGREP, les Entreprises privées et les acteurs du secteur professionnel ou de la société civile (parfois qualifiés de non formel) : UNPSB, FENOP, Groupements de producteurs (Bobo, Kaya, Ayouré), FIAN, ONG (autre terre), Communautés rurales (Kaya), CNABIO, COASP/APN Sahel, DIOBASS, COPAGEN, INADES. Chaque communauté d'acteurs devait répondre à une grille de questions (symétrique) et hiérarchiser les réponses. La confrontation des réponses en plénière permettant de structurer le débat sur différents thèmes : convergences des points de vue, divergences, stratégies d'actions, besoins de renforcement des capacités ; pour une coexistence finalisée par la gestion de la diversité des plantes cultivées. Les résultats bruts (contenu des débats) de ce forum sont présentés dans ce rapport qui a été envoyé aux participants pour validation préalable. Ce rapport est synthétisé dans l'écriture d'un « policy brief » interinstitutionnel. Ce forum a permis que les deux communautés mettent en « connaissance commune » la compréhension des services réciproques prioritaires qu'elles attendent l'une par rapport à l'autre. Les points de divergences, objets de disputes, ont porté sur l'identification des facteurs limitants à de meilleures interactions ou sur des perceptions différentes des politiques de régulations du secteur semencier. Les deux communautés ont convergé sur deux propositions communes. La première concerne la révision nécessaire des procédures d'inscription au catalogue & de gestion de ce catalogue pour reconnaître (inclure) les semences paysannes. Deux options ont été débattues entre l'ouverture du catalogue actuel ou la création d'un catalogue spécifique. La deuxième porte sur la création de banques communautaires de semences paysannes. Les travaux ultérieurs devront préciser les conditions d'accords techniques et institutionnels permettant de mettre en œuvre ces deux propositions. Ces résultats sont susceptibles de documenter très concrètement en référence avec le réseau d'acteurs mobilisé les conditions d'évolutions des lois qui régulent le secteur semencier à différents niveaux régionaux et nationaux.

Préambule

L'an deux mil dix-huit et le 5 Décembre 2018, s'est tenu dans la salle de réunion de l'Institut de l'Environnement et de Recherches Agricoles (INERA_SIEGE/Gounghin) à Ouagadougou au Burkina Faso, un forum participatif d'échange sur la coexistence des 2 systèmes semenciers (Formel et Paysan). Cette rencontre entre donc dans le cadre du projet CoEx. Ce projet mobilise différents acteurs de la recherche et des organisations de producteurs pour interroger les modalités de coexistence des systèmes semenciers. Ces systèmes sont souvent qualifiés de formels et d'informels au regard du degré de reconnaissance institutionnel des acteurs, des pratiques qui le constituent. Le projet Coex discute la pertinence de cette distinction. Il met en débat l'existence d'une pluralité possible de systèmes semenciers en interrogeant cette pluralité au regard de ses conséquences sur la biodiversité cultivée. C'est un forum de concertation des acteurs clés impliqués dans le secteur semencier au Burkina Faso. L'atelier vise à partager les résultats des activités de recherche menées jusque-là et discuter collectivement des déterminants d'évolution de ce secteur, synergies existantes entre les acteurs, divergences, besoins de suivi évaluation. L'ensemble de ces objectifs a pour ambition de rétroagir sur la stratégie d'action des acteurs impliqués pour renforcer l'efficacité d'impact de ce secteur au regard d'objectifs de développement inclusifs et prenant en compte la gestion d'une ressource commune composée par la biodiversité des plantes cultivées. Cette diversité des cultures est un atout essentiel pour l'innovation par de nombreux acteurs qui soutiennent de multiples objectifs sociaux, économiques et culturels. Elle est pourtant questionnée par un décalage institutionnel observé entre les politiques et les réglementations d'une part, et la diversité des pratiques de gestion de la diversité des cultures, d'autre part. Il est donc nécessaire de dépasser l'opposition habituelle entre les systèmes dits formels / commerciaux et informels / de semences de producteurs dans le secteur semencier. Cette nécessité interroge la capacité de la recherche à mettre en compréhension la complexité des situations et des relations qui font interagir les différents acteurs. L'ambition générale du projet CoEx est d'améliorer notre compréhension des relations entre les politiques agricoles, les politiques semencières, les lois relatives aux semences et aux ressources génétiques, ainsi que des pratiques de gestion de la diversité des cultures. Il interroge donc la notion de l'innovation variétale. L'objectif du forum est de faire émerger par la concertation, des innovations dans les mécanismes de gouvernance du secteur semencier qui tiennent mieux compte de la diversité des pratiques. Fondé sur un partenariat multipartite et une approche à plusieurs niveaux, CoEx comprend trois composants complémentaires. La première composante décrit la diversité des politiques, des mécanismes

institutionnels et des perceptions des acteurs concernant les semences au niveau international, régional (Afrique de l'Ouest), national (Sénégal, Burkina Faso, Mali et Niger). La deuxième composante met l'accent sur la diversité des pratiques, en documentant : (i) à l'échelle ouest africaine, les sources utilisées par les agriculteurs pour fournir des semences en fonction de la culture et des variétés; et (ii) comment les mouvements de semences sont intégrés dans les réseaux sociaux locaux. Les deux premières composantes sont complémentaires et une comparaison entre elles ont permis de révéler de manière empirique l'écart entre les politiques et les pratiques. Les divergences ont été donc discutées lors de ce présent Forum multi-acteurs. La troisième composante analyse les mécanismes de gouvernance innovants pour la coexistence de différentes pratiques, avec une étroite collaboration entre la recherche, différents utilisateurs et les gestionnaires de collections ex situ. Ce forum devrait ainsi ouvrir de nouveaux espaces de dialogues entre les différents acteurs impliqués dans la gestion de la diversité des cultures.

Les objectifs de ce forum sont :

1. De partager, mettre en discussions les résultats de recherche mobilisables depuis le début du projet à l'issue des enquêtes réalisées.
2. De créer un débat au sein de groupes d'acteurs: services publics de régulation du secteur, recherche, organisations de producteurs et société civile sur le fonctionnement de ces conditions d'évolution aux regards des grandes orientations que fixent les bailleurs de fonds, les conditions d'élaboration des normes internationales de régulation.
3. De structurer un débat entre les groupes d'acteurs de chaque système pour identifier les lieux de convergence, les stratégies d'actions, lieux de divergences et besoins de recherche ou de renforcement de capacités permettant d'améliorer la performance de ce secteur dans sa capacité à répondre aux besoins sociétaux de développement et prendre en compte le maintien de la biodiversité des plantes cultivées.

Session 1 : Restitution des résultats de recherche et échanges autour de ces résultats

Cette partie a permis aux chercheurs et étudiants impliqués dans le projet de faire des présentations sur des résultats de recherche obtenus.

Première phase de présentation

- Coexistence et pluralité des systèmes semenciers et gestion de la diversité cultivée. TEMPLE Ludovic (CIRAD)
- Dynamique système semencier au Burkina Faso. SAWADOGO/COMPAORE E. INERA
- Pratiques paysannes en matière de gestion des semences. ZONGO Aline (INADES)

A l'issue de ces trois présentations il apparaît que les participants ont soulevé un certain nombre de questions en relation avec la coexistence. Des réponses ont été formulées

INADES (ONG) : L'idée de la coexistence est vraiment pertinente, et ce serait une bonne chose si l'initiative est réussie. Y 'a-t-il des moyens/principes d'arriver à la coexistence ?

CIRAD (Recherche) : Le principe est de repérer des complémentarités et les inverser. Une question majeure est de savoir comment mieux situer l'autre ? Ensuite, il faut situer les moyens et les caractériser.

Autre terre (ONG) : Quels sont les risques des NPBT à Madagascar ? Au Burkina, il y a la certification bio SPG, mais on n'a pas encore de semence certifiée bio. Est-ce que cela serait possible d'évoluer vers cette situation ?

CIRAD (Recherche) : On ne va pas répondre à la question sur les NPBT, mais on va envoyer de la biblio sur le sujet que tout le monde peut consulter.

INERA (Recherche) : Pour parler de la semence comme base de l'alimentation, il faut tenir compte des habitudes/évolutions de la consommation ; et ce n'est pas évident pour le système paysan actuel de répondre aux transformations sociales en cours. Est-ce que le système paysan peut s'adapter aux évolutions ? C'est des phénomènes qui nous poussent à chercher l'homogénéité. Il y a des relations qui existent déjà entre la recherche et les entreprises semencières. Si on veut aller aussi vite, est ce que l'on pourra produire suffisamment de semences ? Parce que le taux d'utilisation de semences améliorées reste faible.

Quant à la question sur les semences certifiées bio, il y a des initiatives avec le CRS sur le coton, mais cela implique aussi d'autres cultures comme le soja, le sésame et l'arachide.

CICB (secteur privé) : est-ce que le taux d'utilisation des semences améliorées de 18% est en adéquation avec les résultats de la recherche ? Est-ce que la loi semencière parle de semences paysannes ? Ne faut-il pas d'abord les inclure dans la loi avant d'entreprendre des initiatives ?

CNRST/CONAGREP (secteur public) : le fond de la question est un enjeu économique. L'enjeu de la coexistence des deux systèmes est un enjeu économique basé sur des modèles productivistes.

L'INERA est d'accord pour accompagner les acteurs dans la production et la certification de semences et d'engrais bio. Mais la question est de comment faire pour infléchir les politiques et reconnaître les semences paysannes ?

DGPV (secteur public) : la loi ne prend pas en compte les semences paysannes. Le but était d'avoir une traçabilité au niveau des semences améliorées. La grande majorité de ces semences est achetée par l'Etat (80 à 90%)

SNS (secteur public) : la loi a été créée de façon à assurer une meilleure traçabilité des semences améliorées.

Est-ce qu'il peut y avoir une reconnaissance de variétés paysannes particulières ? avec des caractéristiques spécifiques ? Dans la loi c'est l'INERA seul qui est habilité à produire des semences de base.

FENOP (OP) : Jusqu'à présent la semence améliorée n'est pas aussi utilisée que les semences paysannes. Est-ce que la coexistence peut se faire de façon pacifique ? parce que d'un côté il y a des intérêts économiques et de l'autre des intérêts d'autosuffisance alimentaire.

Réseau d'Appui aux Associations de Femmes Rurales - RESACIFROAT (ONG) : il y a des inégalités de situation et d'organisation dans chaque système. Il y aura coexistence seulement s'il existe aussi une structuration (organisation) au niveau du système informel. De plus, il y a une diversité de semences paysannes propres à des régions, des villages, des familles. La première étape est de mettre la semence paysanne dans la loi de 2006. Les semences paysannes ont leur place.

ROAC (ONG) : Les conditions climatiques devraient être prises en compte dans l'étude de l'INADES. Le changement est fonction des évolutions du moment, et il est plus facile de préserver certaines variétés que d'autres. De plus c'est le marché qui dirige, les producteurs choisissent des variétés en fonction des besoins du marché.

Coexistence des systèmes semenciers au Burkina Faso et gestion de la diversité cultivée ?

Ludovic Temple, CIRAD
Sawadogo Compaoré Eveline, INERA



Diapositive 3

Face à ce “paradoxe” le projet CoEx (Gouvernance Adaptive pour la Coexistence de Systèmes de Gestion de la Diversité Cultivée) repose sur 3 constats qu’il propose de documenter :

Constat 1: La diversité cultivée est liée au fonctionnement des systèmes semenciers par leurs effets sur :

- Les pratiques de gestion des acteurs : organismes de recherche, entreprises privées, groupements de producteurs, services publics, communautés rurales...
- Les normes qui régulent la création variétale, la multiplication des semences et leurs utilisations.
- La diversité des situations nationales: Burkina, Sénégal, Niger et des filières : céréales, maraichage, tubercules

Introduction

Des politiques dans le secteur agricole et alimentaire sont polarisées par l’innovation qui lie la création variétale & production semencière pour augmenter la production par la productivité.

Or une littérature croissante qui interroge les conséquences sur la **diversité des espèces cultivées** - Pourquoi :

- Car cette diversité diminue au regard des travaux sur la biodiversité
- Ressource qui permet aux agriculteurs, chercheurs et entreprises :
 - * d'accroître la production agricole en diminuant la dépendance aux intrants chimiques et fossiles (dont les stocks s'épuisent)
 - * de s'adapter aux enjeux du dérèglement climatique
 - * de réaliser les conditions d’une sécurité alimentaire durable

Constat 2: L’enfermement sur une vision binaire qui oppose système formel & informel et nie des situations de coexistence :

Au niveau de la création variétale :

- la recherche utilise la diversité des semences paysannes (gêne)
- les variétés améliorées redeviennent des variétés paysannes

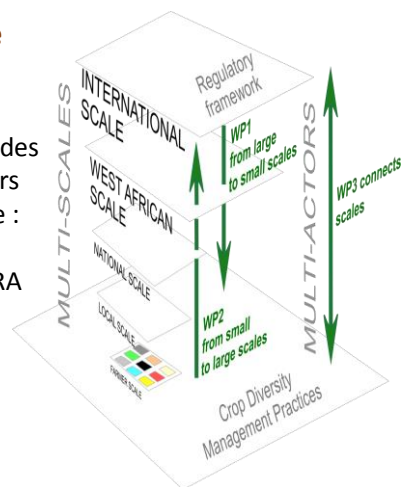
Au niveau de normes de production de semences :

- les normes de certification portées par les pays industriels pour accroître le rendement par des modes de production très intensifs
- les normes de certification participatives qui émergent dans certains pays, des SQD (FAO) et/ou sur des modes de production
- les normes de qualité des agriculteurs qui évaluent l’adéquation à des besoins localisés par les écosystèmes, usages alimentaires...

Constat 3 - La diversité résulte d'une gouvernance qui est multi-niveaux :

- Continentale de l'Afrique : se définissent des normes politiques, engagement de bailleurs
- Régionale en Afrique de l'ouest du centre : Cedao, Uemoa, Coraf..
- Nationale Burkina Faso : SNS, DGPV, INERA
- Local : GP, communautés rurales, associations villageoises, ONG

Comment analyser la coordination entre ces niveaux?



Objectifs du Forum qui prolonge un atelier international à Dakar) :

- Comment les groupes d'acteurs du secteur semencier documentent ces situations de coexistences et comment elles les considèrent ?
- Comment les politiques qui régulent le secteur semencier sont inclusives de la diversité des parties prenantes de la production semencière ?
- Comment améliorer les collaborations entre la recherche, paysans, services publics, ONGs impliqués dans la gestion de diversité des plantes cultivées ?
- Comment créer des réflexivités sur l'orientation des politiques de recherche des parties prenantes pour une gestion durable de la diversité cultivée ?

Constat 4 - Rôle central que joue la recherche agronomique par:

- la création de nouvelles variétés (gestion du catalogue), nouvelles techniques de multiplication de variétés (NTPB)
- la conservation, stockage de variétés (banques de gènes) et la multiplication de semences de pré-base
- la compréhension et l'accompagnement des processus d'innovations variétales par les sciences humaines et sociales
- comme acteur social qui renforce les capacités, génère des connaissances qui orientent pouvoirs publics & stratégie d'acteurs

Trois moments clés :

- Un moment de partage des résultats intermédiaires issus des enquêtes à dire d'expert par des étudiants chercheurs et des bases de connaissances que nous avons identifié.
- Un moment de discussion entre groupes d'acteurs sur leur perception du système semencier et les moyens d'améliorer des complémentarités ou les besoins d'accompagnement pour cela.
- Un moment de validation (décembre-janvier) du rapport de ce forum et d'écriture 'Policy brief interinstitutionnel'

Merci de votre attention

Relations des acteurs Institutionnels du système semencier au Burkina Faso

Dr Sawadogo Compaore
Eveline;
Chercheur l'INERA



Introduction

L'objectif général est de comprendre la dynamique des acteurs institutionnels: régionaux, sous régionaux, internationaux (publiques, privés et ONG) du secteur semencier au Burkina Faso et les types de rapport qui existent entre eux

Nous allons spécifier ici:

- les liens entre les différents acteurs et les types de relations entre eux dans la dynamique d'innovation et de création variétal,
- La contribution des politiques et lois en matière de gestion de semence.



Introduction

L'Agriculture burkinabè occupe près de 86% de la population active mais ne permet pas d'atteindre l'autosuffisance alimentaire:

- Dominée par une production céréalière.
- Conditions pédoclimatiques défavorables,
- Dominée par une faible utilisation des semences améliorées surtout pour les cultures vivrières.

Plusieurs stratégies et politiques ont été mises en œuvre par des acteurs pour accroître l'utilisation et l'adoption des variétés améliorées soient modernes ou traditionnelles



Résultats

Les principaux maillons sont :

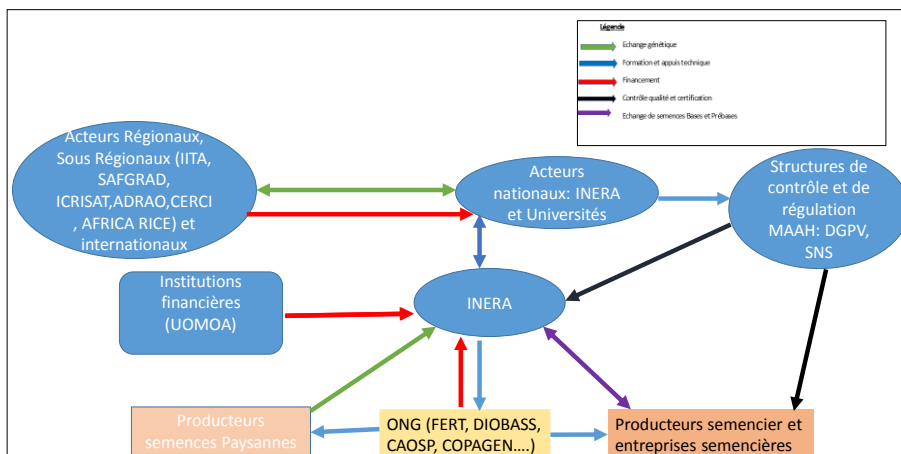
- La production de semences de pré-base et de base.
- La production de semences certifiées.
- Le contrôle et certification des semences.
- La distribution et commercialisation des semences et
- le financement de la filière semencière.

Trois niveaux ou degrés que sont:

- La création variétale,
- La multiplication et la certification,
- La distribution et l'utilisation.

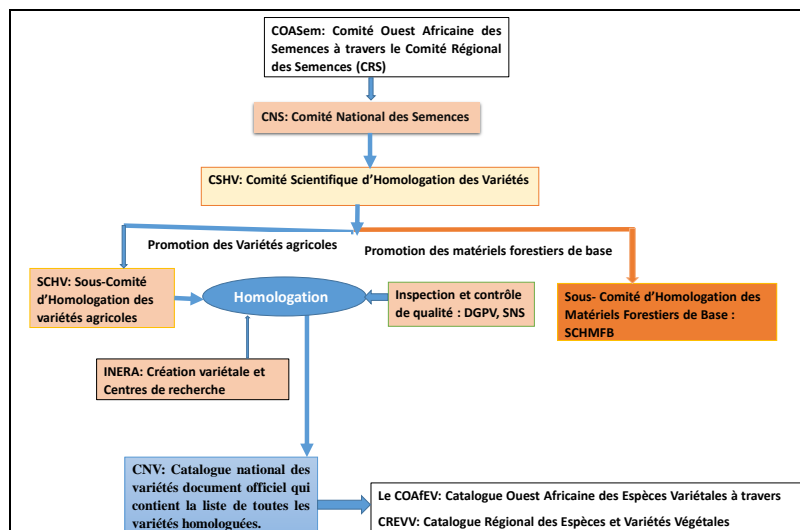


Structuration institutionnelle de création variétale



Forces et faiblesses de la dynamique semencière

Potentialités/forces	Faiblesses/contraintes
<ul style="list-style-type: none"> Existence de volonté politique et d'une loi semencière performante ; Existence de compétence technique en matière de création et maintien des variétés ; Disponibilité d'équipements et laboratoires nécessaires pour la sélection variétale ; Accompagnement de centres de recherches au niveau sous régional et internationales (IITA, Africa Rice, IRAT, ICRISAT, ADRAO, SAFGRAD et CERIC); Présences des PTF, ONG (Banque mondiale, FAO) et des institutions (AGRA, CIRAD, Bill et Melinda Gates) internationaux qui financent la recherche et la création variétale 	<ul style="list-style-type: none"> Faible implication des entreprises semencières dans la production de la semence de base ; Faible maîtrise des besoins des producteurs semenciers en semences de base ; Insuffisance de moyens humains, financiers, infrastructurels pour la création variétale, le maintien et la production de semences de base ; Faible capacité de stockage des semences de pré-base et de base ; Insuffisance des moyens logistiques, équipements et infrastructures faibles



Conclusion




Inades-Formation
Servir le Bien Commun




Pratiques actuelles de gestion des semences paysannes

ZONGO/KADIOGO S.
ALINE


Introduction



- ❖ Au Burkina Faso des études ont montré que plus de 80% des semences utilisées par les populations sont des semences paysannes
- ❖ Cependant, l'évolution actuelle de l'agriculture montre que l'accès des petits producteurs aux semences deviendra de plus en plus problématique
- ❖ les semences paysannes et les systèmes paysans de semences sont aujourd'hui menacées;



Place des semences paysannes dans le système de production




Les semences paysannes/traditionnelles constituent la vaste majorité des semences utilisées par les communautés

le taux d'utilisation de semences dites "améliorées" dans le pays se situe autour de 17-18%, ce qui implique que 82-83% des semences utilisées sont des semences paysannes

Les semences paysannes sont la base de l'alimentation de la population Burkinabè et des modes de vie des paysan-ne-s

Les semences paysannes répondent mieux aux besoins des paysans à cause de leur qualité, conservabilité, adaptabilité aux conditions locales qualité nutritive, goût des aliments,



Sélection et production des semences paysannes





Les variétés paysannes sont issues du travail de sélection par les communautés paysannes et sont passées d'une génération à l'autre

Accès aux semences par échanges entre famille et entre communautés

La sélection des semences se fait soit par les hommes et/ou les femmes selon les communautés

La grande majorité des semences sont obtenues à travers une sélection par les producteurs lors de leur récolte. C'est la sélection massale.

Elle consiste le plus souvent en l'identification des meilleures plantes/épaves/fruits lors de la récolte

Séparation pour en conserver les graines

En dehors du système de production des semences améliorées il n'existe pas de système spécifique pour la production semences paysannes



Conservation des semences
Inades-Formation
Servir le bien commun

La manière de conservation des semences varie entre les communautés selon les habitudes et les coutumes locales


Les semences sélectionnées sont conservées par les producteurs eux-mêmes

Les pratiques consistent entre autres à accrocher les épis aux arbres sur les hangars, de garder les semences dans des greniers spécifiquement dédiés aux semences ~~et / ou de les conserver dans des pots avec de la cendre~~

Evolution du système de conservation des semences depuis ces 10 derniers années pour certaines spéculations.

Pour le niébé, le petit poids le sésame la conservation se fait aujourd'hui dans des bidons, barriques ou des sacs a triples fonds(cas du niébé

Selon la méthode de conservation, les semences peuvent ainsi être conservées pendant plusieurs années voire 10 ans




Distribution des semences paysannes
Inades-Formation
Servir le bien commun

Il n'y a pas d'organisation spécifique pour la distribution des semences.

En cas de besoin de semences on demande a ceux qui en disposent, qui peuvent faire un don ou échanger

La distribution se fait donc par don, troc ou vente prêt, ou achat auprès des services agricoles



Organisation communautaire autour de la gestion des semences
Inades-Formation
Servir le bien commun

- Il n'existe pas beaucoup d'organisations communautaire autour de la gestion des semences paysannes
- Certaines organisations sont appuyés par des ONG pour la gestion des semences,
- APN Sahel qui a accompagné les communautés à la mise en place des banques de semences
- Association Béog neéré qui accompagne les communautés dans le développement des cases à Semences Paysannes
- Existence d'une initiative endogène de gestion des semences par le groupement Naam de Koumbri
 - Identification collecte des semences locales existantes
 - Expérimenter les semences
 - Stockage et conservation des semences traditionnelles
 - Vulgarisation des semences



Contraintes liées à la gestion des semences paysannes
Inades-Formation
Servir le bien commun

Les difficultés de conservation

La faible quantité de semences conservées,


La non disponibilités des semences au moment des semis

Les attaques de chenille,

L'insuffisance de pluies,

Les attaques des oiseaux migrateurs

Malgré ces difficultés soulevés les producteurs se disent satisfaits du système de gestion des semences parce que la sélection des semences par les producteurs eux-mêmes leur permet de disposer des semences et de les conserver




Conclusions et Propositions d'amélioration

Inades-Formation
Servir le bien commun

Face aux aléas climatiques, aux politiques agricoles et au marché, les semences paysannes sont menacées.

Beaucoup d'efforts sont faits par les communautés, les ONGs pour maintenir la diversité génétique des espèces céréalières, maraichères, et forestières, pour l'alimentation et la nutrition,


Cependant, Il est urgent d'agir et pour cela, des stratégies doivent être adoptées et mises en œuvre pour la sauvegarde et l'utilisation à l'échelle des semences paysannes dans les productions agricoles.



Introduction

Inades-Formation
Servir le bien commun

- Les semences un enjeu majeur dans tout système de production agricole
- Matière première de l'agriculture elles influencent fortement les rendements des cultures
- Au BF les semences peuvent être classées en deux grandes catégories. Il s'agit des semences paysannes et des semences améliorées
- **Les semences paysannes** sont définies celles *que le paysan sélectionne pour reproduire une variété et l'adapter à son champ d'année en année*
- Ces semences incluent les semences traditionnelles et locales mais peuvent aussi provenir d'échanges et avoir été adaptées.




Conclusions et Propositions d'amélioration

Inades-Formation
Servir le bien commun

Prendre conscience que 80-85% de la population du pays pratiquent l'agriculture familiale basée sur l'agroécologie paysanne et en dépendent;

Reconnaître légalement le système semencier paysan afin que ce système dit « informel » devienne formel et puisse bénéficier des appuis techniques et financiers pour son développement éviter sa disparition;

Renforcer et améliorer le système semencier paysan




Conclusions et Propositions d'amélioration

Inades-Formation
Servir le bien commun

Cartographier la diversité génétique nationale et la documenter.

Créer des banques des semences paysannes aux niveaux national, régional et local.

Créer une base de données des VP(variétés paysannes) au niveau national.



FORUM SUR LA COEXISTENCE ET LA PLURALITE DES SYSTEMES SEMENCIERS AU BURKINA FASO

Ouagadougou, 5 décembre 2018

Gestion de la diversité cultivée dans les exploitations agricoles au Burkina Faso: illustration à partir de Gallo, Petit Boro et Bassawarga (Sapouy)

Laurent T. OUEDRAOGO, GRIL/UO
Christine RAIMOND, CNRS/PRODIG
Gilles CAZABAN, Master 1/UP1-Sorbonne

PLAN

Cadre de l'étude: contexte, terrains de recherche

Spécificité locale de la question de la diversité cultivée à Sapouy

Résultats de recherche à Gallo et à Petit Boro

Questionnements supplémentaires...

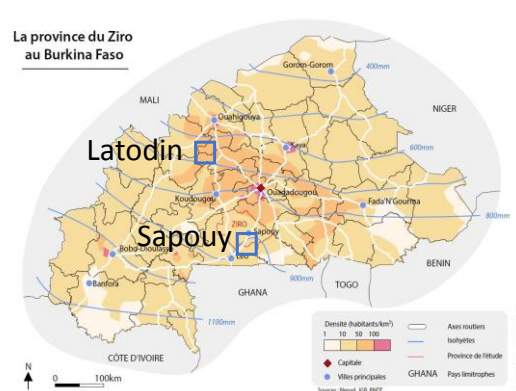
Collaboration scientifique

- ❖ Programme de recherche CoEx (2017-19)
- ❖ Contrat avec le GRIL (Groupe de recherche sur les initiatives locales)
- ❖ Encadrement de 4 étudiants en master de géographie : 2 étudiants français U Paris 1 et 2 étudiants burkinabè U Ouaga 1
- ❖ Un master 1 déjà soutenu (Gilles CAZABAN) en juin 2018 en France
- ❖ Un master 2 à soutenir en janvier-février 2019 à l'UO Ouaga 1 Pr KI-ZERBO

Objectifs de recherche du WP 2.3/CoEx

- Etude de l'organisation de la coexistence des semences paysannes et de celles issues de la recherche dans les exploitations familiales ;
- Analyse des conditions qui font varier cette coexistence: structure des exploitations agricoles, disponibilité en semences, valeur socio-culturelle et économique de la semence, environnement socio-économique.

Localisation des sites d'étude



- ❖ Terrains contrastés: agro-climatique et socio-économique
- ❖ Perspective comparative de la coexistence de la diversité des plantes cultivées dans les exploitations agricoles familiales
- **Sapouy**: déjà connu: 3 masters, un doctorat
- **Latodin**: découverte par l'enquête CoEx et un master 2

Méthode

- ❖ Enquêtes auprès de 66 exploitants familiaux, des services de l'agriculture, des services de la mairie de Sapouy, de producteurs semenciers pour documenter:
 - les assemblages d'espèces et de variétés cultivées en 2017 et l'origine des variétés pour le maïs, le sorgho, le niébé et le gombo (principalement) ;
 - la structure des exploitations agricoles ;
 - les pratiques d'approvisionnement en semences

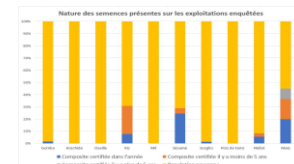
Questionnements de recherche

1. Quelles espèces et variétés sont cultivées dans les exploitations agricoles ?
2. Quelles sont leurs sources d'approvisionnement en semences ?
3. Dans quelle mesure la présence de producteurs semenciers, d'un projet de vulgarisation de semences ou d'un marché influence-t-elle la gestion de la diversité cultivée à l'échelle locale ?

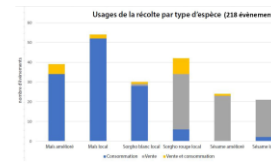
Premiers résultats à Sapouy (G. Cazaban, 2018)

• Une diversité d'espèces et de variétés cultivées

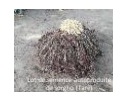
16 espèces cultivées, avec une moyenne de 7 espèces par exploitation (écart-type = 2,0) et de 8 (2,6) variétés toutes espèces confondues.
 3 variétés de mil, 10 de sorgho, 6 de maïs et de riz, 3 de niébé, 7 d'arachide, 4 de pois de terre, 6 de gombo et 4 d'arachide.



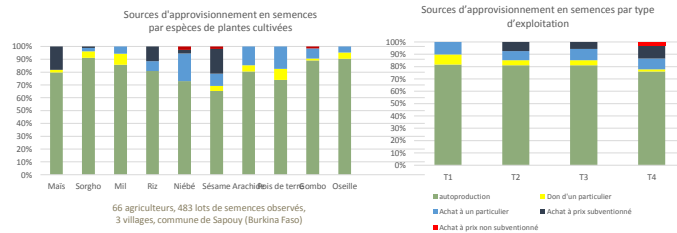
Une différenciation très difficile entre variétés issues de la recherche et variétés paysannes



Un lien pas si évident entre nature de la variété (issue de la recherche ou non) et commercialisation



- **L'autoproduction reste la principale source de semences pour l'ensemble des exploitations d'agriculture familiale de Sapouy**



- Des sources d'approvisionnement qui varient selon les espèces et reflètent la politique nationale de vulgarisation des semences certifiées ;
- Une coexistence de sources d'approvisionnement qui évolue en fonction des moyens de production des agriculteurs/rices.

T1 : <3ha cultivés, location d'attelage de labour
T2 : 3 à 5 ha, 1 bœuf de labour
T3 : 5 à 7 ha, 2 bœufs de labour, petit élevage, diversification possible
T4 : >7 ha, plusieurs attelages de labour, élevage, diversification des activités

conclusion

- ❖ Les agriculteurs adoptent peu les semences certifiées, objet de « tapage » médiatique et malgré les subventions de l'Etat;
- ❖ Nous observons peu de réapprovisionnement annuel en semences, sauf pour les espèces dont les récoltes sont commercialisées;
- ❖ Les variations de la coexistence des sources d'approvisionnement entre types d'exploitation agricole restent à approfondir, en comparaison avec les autres sites étudiés;
- ❖ Quelles perspectives de la coexistence entre systèmes semenciers paysans et certifiés ?

Deuxième phase de présentation

Cette phase a permis aux étudiants Doctorants, Masters et aux chercheurs de partager les résultats d'enquêtes de terrain

- Dynamiques d'évolution du secteur semencier au Burkina. NLEND Lucrèce (Supagro) et COMPAORE Constantin (IPD)
- Gestion de la diversité cultivée dans les exploitations agricoles au Burkina Faso : illustrations dans la commune Sapuiy. OUEDRAOGO Laurent, Groupe de Recherches sur les Initiatives Locales (GRIL)

Cette phase à susciter des débats parmi les participants pour identifier l'intérêt de la thématique et comprendre les perceptions du système semencier au Burkina Faso

Entreprise semencière (secteur privé) : le secteur semencier est l'une des portes du développement. La question semencière n'est pas qu'un aspect économique, mais répond aussi à des questions de développement et de croissance économique. Au niveau de la loi, il y a des outils de coexistence clairement définis, mais il y a un problème d'opérationnalisation.

Centre de recherches et d'enseignement: la loi n'a pas été muette au sujet des semences paysannes. L'anonymat des échantillons d'analyse au laboratoire a permis de résoudre un véritable problème.

OPs : quels sont les acteurs qui peuvent impulser la dynamique qui permettrait la coexistence ?

Le SNS n'intervient pas dans le secteur des semences paysannes, mais certifie les semences améliorées ou inscrites dans le catalogue. La DGPV est dans le système hybride, parce qu'il appuie aussi les producteurs de semences paysannes.

CNRST/CONAGREP (secteur public) : comment le projet de Laurent à identifier les variétés ? Etait-ce par voie d'enquêtes, ou au niveau du champ ? il faut étudier la capacité des paysans à reproduire les semences paysannes.

GRILL (ONG) : l'identification des variétés a été faite par voie d'enquêtes auprès de chefs d'exploitation agricole.

CNABIO (ONG) : une étude conduite par le CNABIO sur 7 pays de la sous-région aboutie aux mêmes résultats que ceux de Laurent.

INERA (recherche) : question par rapport au processus de monétarisation. Sur quelle base a été fixé le prix des semences certifiées ? pourquoi la semence de maïs par exemple coûte 500 CFA ?

INERA (recherche) : Il faut tenir compte des facteurs politiques, économiques, technologiques et sociaux qui influencent l'adoption rapide. Une étude conduite par l'INERA sur une variété de riz oryza a révélé que, bien que cette variété ne soit pas dans le catalogue, elle est tout de même déjà adoptée à 70% par les producteurs, parce que les usines la demandent.

DGPV (secteur public) : le projet PDSA est venu renforcer les fermes semencières qui existaient déjà. La politique de subvention des intrants était dégressive, c'est ce qui explique la baisse des montants alloués entre 2014 et 2016, et non l'insurrection populaire. Mais depuis 2017, le montant a de nouveau augmenté, c'est une situation au cas par cas.

Session 2 : Travaux en ateliers en 2 groupes : une part le système dit formel et d'autre part le système dit « paysan »

Ces travaux de groupe en ateliers, visaient à comprendre et à faire un état des lieux de la coexistence entre les 2 systèmes de semence au Burkina Faso

Groupe du système semencier formel : Services publics/privés et chercheurs –

Animation : COMPAORE Eveline - Observateur : Lucrèce

Prise de note : Ludovic et Jean Louis Rabouin - Rapporteur : OUEDRAOGO Souleymane

Q°1 : Quels sont les services que vous donne le système semencier paysan (approvisionnement en semences paysannes de vos structures, expérimentations au champ, financement des activités, achats de semences certifiées, autres) ?

Conservation de la biodiversité notamment concernant les espèces tropicales négligées

Banque de gènes (variabilité génétique) utile au sélectionneur

Par exemple certaines semences traditionnelles résistent à la sécheresse ce qui présente un intérêt pour l'adaptation au changement climatique. Il faut préserver cette diversité.

Pour les entreprises semencières ce bénéfice est indirect car elles sont alimentées par la recherche (sélection)

Le système informel est un sujet de recherche en tant que tel.

SNS// Le SNS est prêt à valider des variétés paysannes si elles sont approuvées par la recherche et utiles. Il ne peut pas approuver des semences qui ne sont pas validées par la recherche.

Le secteur informel nous rend service car il achète des semences. Ce doit être des semences certifiées.

Le secteur informel aide à valoriser les résultats de la recherche. Ils aident à la vulgarisation.

Il sert aussi de référentiel. C'est un indicateur. Cela permet de faire des tests avec des témoins locaux dans le cadre des essais de vulgarisation.

Il fournit aussi des données sur le taux d'utilisation des variétés. Il y a aussi la possibilité de faire des tests de transformation.

Il y a aussi un usage culturel des semences paysannes. Cela renseigne sur les critères variétaux à prendre en compte qui sont utiles pour la recherche, la sélection. Ce sont des indications importantes pour augmenter la diffusion.

Il faut aussi prendre en compte l'aspect nutritionnel des semences paysannes et les connaissances des paysans dans ce domaine. Ça pose la question de savoir si on répond vraiment aux besoins de consommation des paysans avec les variétés améliorées.

Les acteurs du secteur informel répondent aux questions des étudiants dans le cadre des enquêtes liées à leurs études, thèses.

Hierarchisation

- 1-Variabilité génétique/ ressources génétiques
- 2-Référence pour l'évaluation des résultats de la recherche (évaluation des marges de progrès, critères d'amélioration, témoin...)
- 3-Sujet de recherche en soi (comprendre la non adoption, caractérisation (apports nutritionnels), adéquation de la recherche aux besoins des agriculteurs).
- 4- Gratuité de l'accès aux ressources génétiques

10h45-11h15

Mise en débat et discussion collective après la présentation sur :

Dynamiques d'évolution du secteur semencier au Burkina

La gestion de la diversité cultivée dans les exploitations agricoles au Burkina Faso : illustrations dans la commune de Sapouy

Les entreprises semencières : le secteur semencier n'est pas à lui seul le facteur de développement mais plutôt une clé qui entraîne le développement de l'économie ; l'état actuel du secteur semencier est dû au fait qu'à un moment donné les politiques se sont intéressées au sujet (avec agendas cachés) ; l'essentiel est déjà fait (lois et textes en matière de réglementation du secteur) mais il se pose le problème d'opérationnalisation. Les textes sont là mais ils ne sont pas appliqués.

Le représentant du centre de Matourkou : la loi n'a pas été muette au niveau de la semence paysanne. Le Burkina Faso a ratifié des conventions qui traitent des semences paysannes. Il faudrait identifier ces traités. Aussi la conservation des variétés traditionnelles est prise en compte dans la stratégie nationale ainsi que les ressources génétiques (inventaire, caractérisation, utilisation).

Rappel de la loi : les variétés traditionnelles sont un patrimoine national.

La DGPV : il y a une loi pour cadrer la production de semences par rapport à la superficie, ce qui a réduit le nombre de producteurs semenciers. Avant 2008 beaucoup de producteurs semenciers produisaient sur petites surfaces. Il y a un problème de respect des itinéraires technique au niveau de la production paysanne. Après recadrage il y a eu une baisse de la production de semences.

L'anonymisation des échantillons a été un élément capital et louable.

Les organisations paysannes: nous avons une vision différente. Mais nous voudrions d'abord comprendre pourquoi l'INERA est représenté comme une structure qui travaille à la fois avec le secteur semencier formel et celui dit informel et non la DGPV comme travaillant seulement avec celui dit formel (alors que les deux relèvent de structures gouvernementales)

Réponse des étudiants (qui ont fait la présentation) : l'INERA dans ses missions dit travailler aussi avec les acteurs sur les semences paysannes alors que la DGPV n'a pas mentionné une

relation formelle avec ce groupe d'acteur. Il n'y a pas de rapports mentionnant une intervention de la DGPV sur des projets relatifs aux semences traditionnelles. La DGPV et INERA sont des structures différentes : la DGPV relève du ministère de l'agriculture alors que l'INERA relève de l'enseignement supérieur et la recherche.

Réaction de la DGPV : la DGPV à travers le SNS (service national de semence) certifie les semences dans le cadre de la loi semencière mais dans sa mission travaille sur tout ce qui est production agricole donc avec les paysans à travers la vulgarisation mais pas de certification sur la semence paysanne.

Toutefois il y aurait quand même des actions sur les semences traditionnelles à travers des actions de vulgarisation, à travers les structures décentralisées du ministère de l'agriculture décentralisées (direction régionale/ direction technique.)

Organisations paysannes : la dynamique actuelle est en faveur des agrobusiness. Cela est dû aux subventions de l'Etat sur la semence améliorée. Si l'Etat arrêta les subventions, cette croissance de la production de semences améliorées ne va-t-elle pas chuter ?

A la question de savoir qui sont ceux qui peuvent agir pour que les choses changent ?

Inera : le système semencier paysan manque d'organisation ; la coexistence sera possible s'il y a une organisation du système. Les petits agriculteurs sont les garants de la protection de la diversité génétique. Si rien n'est fait pour les soutenir il y a un risque de perte de cette diversité.

Sur la question de la dynamique actuelle

inera : il faudrait aussi percevoir les menaces qui pèsent sur les semences paysannes. C'est le cas notamment des cultures orphelines qui sont en train de disparaître parce que le marché n'en veut pas. Risque lié au changement climatique qui nécessite le changement de variété et donc un risque de perte de diversité.

Pour justifier le faible taux d'adoption des variétés améliorées (18%)

inera : regarder le rapport prix pour comprendre l'adoption des variétés. Le prix est dissuasif. Sur quelle base est fixé le prix des semences certifiées. Pour beaucoup de paysan il est difficile de consacrer beaucoup de ressources à l'achat de semences.

Le système semencier nécessite : Accessibilité, Disponibilité, Adaptabilité, Choix, Capacité de reproduction

Pour apporter des explications sur le fait que les semences paysannes ne sont pas certifiées,

inera : il est question de méthodologie, de capacité de reproduction. On a toujours la capacité de reproduire la semence améliorée. Telle n'est pas le cas au niveau de la semence paysanne.

Point de vue que ne partage pas la communauté paysanne

Organisations paysannes : le producteur essaie toujours de reproduire la semence sur une petite parcelle et l'adapte à son milieu.

Pour l'engouement sur la semence améliorée,

les entreprises semencières : c'est une question de marché. C'est le marché qui tire la demande des semences. Cela pour dire que s'il venait à avoir un marché pour un type de variété paysanne donnée, cette variété sera reproduite à grande échelle pour alimenter le marché.

Inera : cet état de fait est d'autant vrai qu'un paysan a découvert une variété de pommier de basfond que les gens ont vite adopté et la variété reproduite à grande échelle. Aussi la variété de riz oryflux a un gros marché suite à une forte demande de la semence améliorée de ce riz.

Q°2 : Quels sont les actions, projets, changements (y compris dans le système semencier paysan) qui constituent pour vous des blocages actuels ou des menaces pour le futur dans vos activités ? 11h35-11h55

Les semences paysannes posent des problèmes pour l'isolement des champs de la recherche dans le cadre de la production de semences.

Les paysans gardent des variétés locales qui ne sont plus adaptées au changement climatique.

Les semences traditionnelles ne sont pas adaptées et ne valorisent pas les paquets technologiques qui sont proposés (notamment faible réponse aux intrants). Cela perturbe les objectifs de production qui sont établis par le ministère.

C'est un frein au marché de la semence améliorée certifiée.

Cela limite la visibilité des résultats de la recherche.

Les semences paysannes limitent le développement de l'agro-industrie car elles posent des problèmes pour la transformation.

Il y a un problème de dégénérescence des variétés en milieu paysan.

Ils donnent leurs mauvaises terres pour les tests de la recherche ou la production de semences par la recherche.

Le manque de diffusion remet en cause les résultats de la recherche et en réduit la visibilité.

Hiérarchisation

1. Limite l'adoption des résultats
2. Limite le marché des semences certifiées
3. Dégénérescence des variétés
4. Difficulté d'isolement des variétés améliorées pour la multiplication.
5. Limite le développement de l'agro-industrie
6. Allocation de mauvaises terres pour les essais de la recherche

Q3 Que faire pour lever les blocages. Quelles stratégies d'action. Quels sont les besoins d'accompagnement ?

Il faut mettre en place des tests de démonstration des innovations pour aider à la vulgarisation

Il faut peut-être repenser la façon de faire ces essais en tenant compte des besoins du marché.

Il faudrait faire des essais tripartite impliquant l'agro-industrie, les paysans, la recherche.

Il faut une démarche d'innovation et avoir une approche globale type chaîne de valeur.

Il faudrait introduire une démarche participative dans l'innovation impliquant tous les acteurs.

Une question reste en suspens faut-il ouvrir le catalogue, modifier le catalogue, ce qui pose la question, de savoir comment on reconnaîtrait les semences paysannes dans le catalogue ? créer un catalogue pour les semences paysannes.

Pourquoi les agriculteurs n'adoptent pas malgré les politiques :

- Faire un diagnostic pour comprendre ce qui ne va pas
- Besoin d'aller vers les producteurs sur le terrain
- Modifier le système de production et de commercialisation (des semences)

Il y a un pb de distribution des semences.

Il faudrait peut-être revoir les droits d'accès aux semences de base (ceux qui ont droit : ceux qui n'ont pas droit).

A la foire INERA elles sont accessibles à tous mais ce sont souvent de toutes petites quantités qui sont achetées par les paysans sinon l'essentiel c'est par les producteurs semenciers.

Améliorer l'accès aux semences est essentiel et améliorer l'accès aux semences de base (pour les producteurs semenciers).

Faire appliquer la loi semencière à 100% : pour produire des semences certifiées il faut un agrément. Il faut contrôler (interdire) le commerce de semences non certifiées pour les variétés qui sont dans le circuit formel de la production de semences.

IL faudrait délocaliser/ décentraliser les points de vente des semences pour améliorer l'accessibilité.

Il faudrait baisser le prix des semences améliorées certifiées pour améliorer l'accès aux paysan

Il faudrait mettre en place des banques de gènes communautaires et aussi travailler à la caractérisation de ces variétés traditionnelles. Il faudrait accompagner les producteurs pour cela.

Pour une cohabitation entre les deux secteurs formel et informel,

Il faudrait une reconnaissance officielle des semences paysannes

Réaliser un inventaire des variétés et de leurs caractéristiques au niveau de la recherche

Mettre en place un catalogue semences locales avec l'appui de l'INERA. Ça peut aussi être une partie à part du catalogue existant.

Il est nécessaire de mettre en place un système de conservation de ces ressources génétiques.

Remarque : il y aurait déjà des variétés locales dans le catalogue.

Il faudrait laisser le choix aux producteurs (*pour l'entrée au catalogue ?*)

Après avoir été répertoriées et caractérisées les variétés paysannes doivent être conservées et certaines variétés particulières (présentant des caractéristiques qui représentent un plus) pourraient aussi rentrer dans le processus normal d'évaluation et d'inscription de variétés.

Groupe du système semencier paysan : Organisations producteurs de semences paysannes ONG - Animation : OUEDRAOGO Laurent - Observateur : Constantin - Prise de note : Amos - **Restitution de l'atelier 1** : Rapporteur : ZONGO Aline

Résultats des réflexions du groupe organisations de producteurs semences paysannes

5 DÉCEMBRE 2018

Q 1 : Quels sont les services que vous donne le système formel: approvisionnement en semences (quelle(s) culture(s)), subventions, certification de vos semences, formation ou fiches techniques, autres ?

Types de service rendu par le système formel	Services rendus	Hiérarchie
Information	Information sur la loi semencière	
Approvisionnement	Appui en intrants	10
Production	Suivi de la certification	
	Expérimentation en milieu réel	8
	Production de fosse fumières	
Formations	Itinéraires techniques de production des semences paysannes	5
Organisationnel	Mise en relation entre acteur	
Commercialisation	Facilitation de l'accès au marché	6
	Promotion des variétale lors des foires	
Financements	Financement pour l'expérimentation des semences	

Q 2 : Quelles sont les actions (projets), événements (règlementations) qui constituent des blocages actuels ou des menaces futures pour les activités (production, commercialisation distribution des semences paysannes) ?

Menaces	Hiérarchisation	classement
Expérimentation et diffusion des OGM	12	1
Système de subvention orientée exclusivement vers les semences améliorées	12	2
Brevetage du vivant	7	3
Politique agricole orientée vers le marché qui ne prends pas en compte les autres dimensions des semences paysannes	2	4
Promotion des hybrides	2	5
Blocages		
Législation semencière actuelle		

Q 3 : Par rapport aux différents blocages, quelles sont vos attentes en termes de changement du secteur semencier ou d'accompagnement de vos activités comme acteur du système paysan informel ? (20 minutes)

Blocages	Législation semencière actuelle	Hierarchie
Attentes en termes de changement du secteur semencier	Reconnaissance des semences paysannes dans la législation nationale	
	Créer un catalogue des semences paysannes des espèces et variétés végétales	
	Prise en compte des semences paysanne par le fonds d'appui au secteur semencier	
Besoin d'accompagnement de vos activités comme acteur du système paysan informel	Recenser conserver reproduire diffuser les semences paysannes en voie de disparition	13
	Faciliter la mise en place d'un groupe de chercheurs paysans sur les semences paysannes	12
	Créer une banque communautaire de semences paysannes	11
	Faciliter la mise en place d'un réseau de producteurs semences paysannes	11
	Organisation de fora aux semences paysannes	11
	Informier et sensibiliser les chercheurs et décideurs politiques sur les enjeux liés aux semences paysannes	
	Renforcer les capacités des acteurs du secteur semencier paysans	1
	Informier les producteurs sur les OGM	
	Renforcer les capacités de ce groupe de chercheurs et mettre à leur dispositions les ressources nécessaires pour la promotion des semences paysannes	

Q4 - En reprenant les 3 blocages principaux de tout à l'heure quelle sont les actions que vous entreprenez ou que vous souhaiteriez entreprendre dans le futur ?

Blocages	Les actions que vous entreprenez ou que vous souhaiteriez entreprendre dans le futur
Législation semencière actuelle	Plaidoyer auprès des autorités pour la relecture de la loi
	Pétition
	Produire l'argumentaire du plaidoyer

Ces 2 groupes à l'issu des travaux ont fait une restitution des résultats de leurs échanges des questions et débats ont suivis. Restitution de l'atelier du groupe Système semencier formel et Système paysan

Travaux du groupe 2 : Services privés/publics/chercheurs

Atelier 1 : Diagnostic de la coexistence entre les deux systèmes

Profits tirés du système semencier non formel :

- 1. Variabilité génétique végétale**
 - Résistance aux contrainte biotiques et abiotiques ;
 - Création de nouvelles variétés ;
- 2. Références pour l'évaluation des résultats de recherche et pour la vulgarisation des variétés améliorées**
 - Évaluation des marges de progrès ;
 - Définition des VHS et VAT ;
 - Témoins dans les tests de démonstration..

Diagnostic de la coexistence entre les deux systèmes

Profits tirés du système semencier non formel :

- 3. Sujet/objet de recherche**
 - Compréhension de la non adoption des variétés améliorées ;
 - Etudes des apports nutritionnels ;
 - Référence pour l'appréciation de l'adéquation des thématiques de recherche par rapport aux besoins des agriculteurs
- 4. Fond génétique gracieusement mis à disposition de la communauté scientifique**
 - Identification de gènes d'intérêt ;
 - Création de nouvelles variétés ;

Blocages/contraintes posés par le système semencier non formel :

1. Réduit l'adoption des résultats de la recherche
 2. Limite le marché des semences certifiées :
 3. Occasionne une dégénérescence des variétés améliorées initiales;
- Pose des difficultés d'isolement des variétés améliorées dans le cadre de la multiplication ;
 - Limite le développement de l'agro-industrie ;
 - Allocation des mauvais sols à la multiplication des semences de variétés améliorées ;

Atelier 2 : Orientation pour un système semencier structurant de la diversité cultivée

Contrainte/blocage	Stratégie	Besoin d'accompagnement
Dégénérescence des variétés paysannes (et par conséquent du patrimoine génétique)	• Accompagnement des paysans dans la caractérisation des semences paysannes d'intérêt	
	• Création de banques de gènes communautaires	
	• Création d'un catalogue des semences paysannes d'intérêt (écotypes locaux paysans)	
	• Inscription au catalogue existant	
	• Conserver les semences paysannes inscrites au catalogue	

Atelier 2 : Orientation pour un système semencier structurant de la diversité cultivée

Contrainte/blocage	Stratégie	Besoin d'accompagnement
Réduction l'adoption des résultats de recherche	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en œuvre une approche basée sur l'innovation participative ; • Lier les innovations au marché ; 	
Limitation du développement du marché des semences certifiées	• Diagnostiquer le système semencier (production, commercialisation) ;	
	• Réformer l'accès aux semences de base ;	
	• Améliorer l'image de la qualité des semences certifiées ;	
	• Rendre plus accessible la semence certifier (disponibilité/prix) ;	



DYNAMIQUE D'ÉVOLUTION DU SECTEUR SEMENCIER AU BURKINA FASO

Lucrèce NLEND, SupAgro Montpellier

Constantin COMPAORÉ, Institut Panafricain pour le Développement (IPD-OAS)

Forum sur le secteur semencier

Ouagadougou, 5 décembre 2018

Contexte: La littérature fait état de systèmes semenciers officiel et non officiel, souvent l'un en opposition par rapport à l'autre, en terme d'objectifs, stratégies d'actions, acteurs mobilisés, financement et impacts

Problématique: Quels sont les mécanismes d'hybridation des systèmes?

Hypothèse: Les systèmes sont complémentaires

Méthodologie

1) Entretiens semi-directifs

Catégories d'acteurs	Mai à Juillet
Bailleurs de fonds	1
ONG/OSC	9
Secteur privé (Producteurs de semences, GIE, Interprofessions)	8
Secteur public	4
Projets/programmes	1
Recherche	8
Fournisseurs d'intrants	1
OP/producteurs individuels	3
Personnes ressources	1
Total	36

2) Revue de la littérature + Veille médiatique

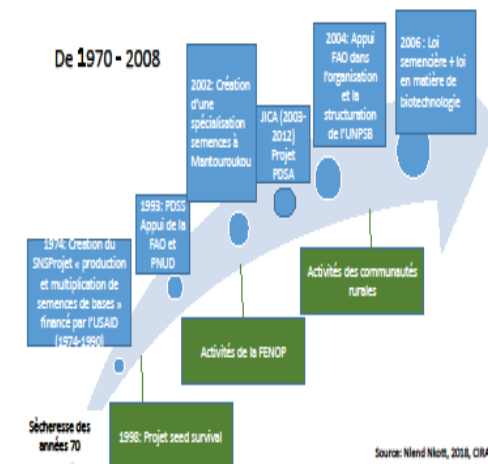
-Plans et programmes nationaux, stratégies du secteur semencier, lois semencières, rapports de consultance/d'activités ONG ou projets

3) Enquêtes producteurs

- Adema : 40 producteurs + 20 PS à Bagré
- Constantin: 38 producteurs à Kaya

Périodisation historique
(avant et après 2008)

De 1970 - 2008



Sources: Niend Nant, 2018, CIRAD

Débat plénière entre les 2 groupes d'acteurs sur les coexistences à l'issue de la restitution des travaux du groupe système officiel

➤ Les services du secteur formel dont le secteur informel bénéficie

Les services publics (SNS) : Autres que la subvention, les producteurs procurent des semences améliorées dites certifiées par d'autres moyens que les subventions de l'Etat. La quantité des semences améliorées subventionnée par l'Etat ne représente que moins de 5% des quantités de semences dites améliorées utilisées par les producteurs. Il faut savoir que le rôle de l'Etat dans le système semencier comme acteur n'est pas d'acheter, de subventionner ou de distribuer les semences aux producteurs. C'est une politique mise en place par l'Etat au niveau des intrants qui doit normalement être dégressif c'est-à-dire que l'Etat à travers cette politique de subvention à l'intention d'arrêter ses subventions pour laisser les producteurs eux même de s'approvisionner à leurs propres moyens. Dans le contexte burkinabé, il est difficile de capitaliser le budget alloué à l'achat des semences car il existe des ONG, des organismes internationaux comme l'UEMOA, Banque mondiale, FAO, des projets, des fondations et coopératives qui achètent les semences.

Services publics (Recherche) : L'Etat n'achète pas les quantités de semences produites au Burkina Faso, mais il facilite plutôt. Il intervient dans le maillon création, homologation des variétés des semences.

Il est bien vrai que le système informel ou paysan offre les semences gratuitement au système informel mais il faut reconnaître que le geste du système informel est bénéfique pour tous et à tous. La recherche à travers ce geste permettra de créer des variétés qui vont nourrir toute la population et non les acteurs du système formel. L'objectif de recherche c'est de subvenir au besoin de la population en termes de semences qui adaptent aux conditions climatiques et aux changements climatiques que nous vivons dans ses dernières années surtout les poches de sécheresse et la diminution des saisons pluvieuses qui ne couvre plus les 4 mois si on peut le dire ainsi.

Services publics (SNS) : En plus de ce que les autres on dit, il faut ajouter un rôle politique et de législation semencière. Pour ce qui concerne la subvention de l'Etat, elle est beaucoup plus adresser aux plus démunies et les plus vulnérables.

Organisation Paysannes et ONG : En se basant des données qui existent, 5% des semences utilisées au Burkina Faso sont subventionnées, donc les 95% des semences utilisées viennent de plusieurs sources d'approvisionnement qui peuvent être des organismes, des projets et d'autres producteurs s'approvisionnent à leurs propres frais.

Organisation Paysannes (Producteurs) : Le système informel ne bénéficie pas de l'accompagnement de l'Etat comme le formel. Il existe une étude de la FAO qui dit que l'Etat continue d'injecter des grosses sommes dans le secteur semencier formel. Mais ailleurs c'est les producteurs qui contribuent et qui financent la recherche ce qui n'est pas le cas au Burkina Faso. Ailleurs dans les autres pays c'est ce qui se passe mais au Burkina Faso c'est l'Etat qui est au contrôle et s'en charge de la certification des semences.

Le système informel se reconnaît dans les bénéfices/services qu'il fournit au système formel.

DGPV (secteur public) : La subvention n'est pas totale pour tout le monde, et l'Etat ne donne pas la subvention à tout le monde. En effet, les semences subventionnées ne représentent pas grande chose face aux besoins des producteurs (5% seulement). L'Etat n'achète pas la moitié des semences certifiées produites au Burkina. D'ailleurs ce n'est pas son rôle d'acheter des semences. La politique mise en place était censée être dégressive. Le budget d'achat des semences vient aussi de l'UEMOA, de la banque mondiale, de la FAO, du projet PPTE.

Par rapport au blocage du système informel, la loi semencière ne reconnaît pas les semences paysannes, elles ont l'air d'être ignorées.

INERA (recherche) : Il n'y a pas de documents qui codifient ou expliquent ce qu'est une semence paysanne. Le don gratuit des semences par les producteurs permet de bénéficier à tout le monde, à nourrir toute la population

GRILL (ONG) : il semblerait que la loi (dans sa mouture actuelle) est un choix politique, alors pourquoi des actions n'ont pas été menées pour codifier ou catégoriser les semences paysannes ?

IPD-AOS (recherche) : en 2006, la recherche considérait que les semences paysannes ne sont pas performantes, et qu'il fallait trouver des variétés performantes et capables de s'adapter au changement climatique.

➤ **Blocage du secteur informel : La loi semencière comme un blocage**

ONG (INADES) : La loi semencière de 2006 constitue un blocage pour les semences paysannes dans ou dans cette loi il y'a une absence totale de la prise en compte des semences paysannes dans cette législation semencière. Cette loi ne prend pas en compte les semences paysannes.

Recherche (INERA) : La loi semencière constitue la première monture du secteur semencier, elle est la première source de structuration du système semencier, elle a aussi contribué à l'évolution et l'organisation des acteurs au tour des semences.

ONG : Au Burkina Faso, la loi semencière de 2006 ignore les semences paysannes ; aucun texte ni de paragraphe de cette loi ne décrivent et ne mentionnent pas sur les semences paysannes. Les actions et les stratégies de cette loi sont politiques et vise à promouvoir les semences formelles tandis que les semences paysannes ne sont pas codifiées et donc ne sont pas reconnues par la loi.

GRILL (ONG) : le système formel lui-même réduit les résultats de sa propre recherche

OPs : La diffusion de semences améliorées est très lente dans le circuit semencier, à cause de semences paysannes déjà très ancrée dans les terroirs

CIRAD (recherche) : on constate une concurrence entre les deux types de semences

IPD-AOS (recherche) : la dégénérescence des variétés améliorées initiales est dû au système informel. Il existe des fiches caractéristiques de toutes les variétés

INADES (ONG) : est-ce que la dégénérescence des variétés n'est pas normale ?

RESACIFROAT (ONG) : on a l'impression qu'un système utilise les semences d'un autre système, mais ensuite ne le reconnaît plus

Services publics (SNS) : La loi semencière au Burkina est née d'un constat et le développement de ce secteur est partie de ce constat qui s'est basé sur les réalités du Moment. OP – On se rend compte d'inégalités dans la concentration des moyens (subventions, recherche). Les semences paysannes ne sont pas reconnues. Il faudrait mettre en place une politique pour que toutes les semences paysannes deviennent des semences certifiées en s'appuyant sur les OP – La coexistence n'est possible que si on a un effort de structuration du système paysan pour dialoguer de manière égale avec le secteur formel

Concrètement peut-on identifier les actions de la DPGT qui appuient le secteur semencier paysan ? En effet Le secteur semencier officiel met l'accent sur les espèces les plus commercialisées et oublie les semences orphelines. Il est orienté par le marché international. Par ailleurs la loi semencière en harmonisant les crêtes de commercialisation et de production tend à déposséder les paysans de leur capacité à reproduire leur propre semence dont leur enlever la leur statut même d'agriculteur. Conduit à déposséder le paysan de sa capacité à reproduire ces

OPs : s'il faut caractériser les variétés paysannes, qui détermine le caractère d'intérêt de la variété ?

INERA (recherche) : aucun chercheur ne peut travailler sans tenir compte des producteurs. L'approche participative existe depuis des années au Burkina, c'est d'ailleurs le premier pays à l'avoir adopté. Il faut plutôt innover dans cette approche. Le critère qui compte est celui que le producteur considère comme intéressant.

OP : qui va être l'arbitre dans le choix des critères ?

DGPV (secteur public) : l'arbitre sera le comité national des semences (CNS). Même dans le processus d'homologation actuelle, les paysans participent

OPs : Depuis l'arrivée des blancs, on a perdu les connaissances endogènes des producteurs. Pourquoi ne pas utiliser des paysans qui ont des connaissances endogènes ?

INERA (recherche) : même si les producteurs font la recherche, il faut que leurs variétés soient validées par des chercheurs dans un processus de catégorisation, de caractérisation

CNRST/CONAGREP (secteur public) : La création de banque de gènes et d'un catalogue est déjà de bonnes initiatives sur lesquelles il faut mettre l'accent. Au niveau de la conservation des ressources phylogénétiques, les producteurs sont des grands perdants ; mais le catalogue peut donner une traçabilité, une reconnaissance et une plus-value aux producteurs.

CIRAD (recherche) : Dans ce cas, faut-il faire deux catalogues (semences paysannes et semences améliorées) ? ou inclure les semences paysannes dans le catalogue déjà existant ?

OP : Mettre toutes les variétés dans un catalogue pourrait créer des filtres pour les variétés paysannes. Il faudrait mieux faire un catalogue à part pour les semences paysannes.

INERA (recherche) : Il n'y a pas de problèmes à inscrire des variétés paysannes au catalogue, à condition qu'elles soient catégorisées.

INERA (recherche) : On a tendance à créer des boutiques à part pour des cultures locales (ex du riz burkinabé), alors que l'on pourrait vendre les produits locaux dans les mêmes boutiques de proximité que les autres produits importés. De ce fait le consommateur y aurait accès à tout moment. Il en sera de même si l'on décide de faire deux catalogues. Mieux vaut en faire un seul, pour que les moyens déployés pour la promotion des variétés du catalogue national profitent à toutes les types de variétés (paysannes ou améliorées)

SNS (secteur public) : les variétés paysannes ne sont pas concernées par la certification. Il faut qu'elles soient dans le catalogue (homologuée), pour qu'elles soient prises en compte pour la certification.

OP : Catalogue différent de répertoire. Le répertoire reconnaît les variétés, mais le catalogue apporte une protection.

Entreprise semencière (secteur privé) : les articles 13, 14 et 15 de la loi semencière reconnaissent les semences paysannes comme des ressources phytogénétiques ; on ne peut pas dire que ça ne les reconnaît pas

GRILL (ONG) : parler de ressources phytogénétiques dans le cas des semences, c'est être imprécis, et il faut que ça décrive ce que ça comporte en ses aspects politiques, économiques

INERA (recherche) : on ne peut pas faire de développement seulement avec les productions communautaires. Cela ne suffit pas pour répondre aux enjeux d'autosuffisance alimentaire. On a besoin de semences de qualité. Il faut un système de rémunération des acteurs pour qu'ils reconnaissent et aient envie de produire.

OP : il ne faut pas qu'un système culpabilise l'autre. Si chacun se sent à l'aise dans un système, tant mieux. Mais pour la coexistence effective, il faut que le système paysan soit reconnu.

ROAC (ONG) : Dans l'approche historique, les présentateurs ont oublié de mentionner les contrats sur les semences dans le cadre de politiques d'ajustement structurel ; ensuite il y a eu la loi de 2006 qui a attribué les superficies et l'agrobusiness s'est développé.

Débat plénière entre les 2 groupes d'acteurs sur les coexistences à l'issue de la restitution des travaux du groupe système paysan

Les solutions et recommandations les besoins futurs

Tout d'abord il faut retenir les points de convergence entre les deux groupes :

1. Les variétés paysannes servent de témoins et sont aussi sujet de recherche
2. L'expérimentation en milieu réel ;
3. L'appui en intrants du secteur formel. A ce niveau il faut préciser que l'appui est très infime par rapport aux besoins.

Organisations Paysannes : Pour remédier aux chocs du secteur semencier, il est prioritairement à notre connaissance de mettre en place des banques de gènes communautaires. Ensuite travailler jusqu'à la caractérisation des variétés des semences paysannes.

ONG : Mettre en place un catalogue et un répertoire de semences paysannes afin de pouvoir déterminer les critères d'adoptions et d'inscription dans le catalogue.

Chercheur : Parlant de critères, il est difficile qu'un chercheur travaille sans une approche participative avec le monde paysan dans le processus de participation d'identification des espèces et des variétés. Au Burkina, la recherche sur le secteur semencier est fondamentale et appliquée c'est une approche qui prône l'intégration et la participation des paysans pour les travaux de la recherche. Même dans le processus de création variétale, des expérimentations et de l'homologation le monde paysan y participe.

OP (FENOP): Mais en ce moment qui va être l'arbitre dans le choix des critères.

Secteur Public (Chercheur) : Pour répondre à la question de Mr SANOU, je dirais que le Comité National des Semences (CNS) est le service par excellence pour l'arbitrage des choix des critères.

Producteurs : Avant l'arrivée du blanc, le producteur innovait et avec l'arrivée du blanc on a tout arrêté et abandonner nos cultures, notre savoir-faire et nos valeurs pour suivre le blanc. Avant, les paysans avait leurs connaissances endogènes. La question est de savoir pourquoi ne pas utiliser les connaissances endogènes des paysans pour innover ?

Service public (chercheur) : Nous sommes formés pour maîtriser le processus et les méthodologies de recherche, les techniques de productions. Le producteur peut abandonner la variété pour des raisons climatiques. Mais la recherche doit utiliser les variétés dites paysannes.

Services Publics (CNRST) : La mise en place des banques de gènes et l'élaboration du catalogue peut faciliter et permettre la coexistence entre les deux secteurs. C'est des points forts mais les producteurs sont des perdants. Le catalogue pour la traçabilité des semences et les banques de gènes pour la conservation et la durabilité des espèces.

Recherche (CIRAD) : Faut-il mettre en place un catalogue de semence paysanne ou un catalogue fusionné (paysannes et améliorées). La création de ses banques de gènes pour conserver ou pour reconnaître le patrimoine génétique.

OP : je pense que c'est mieux d'élaborer un catalogue pour les semences améliorées ou formelles et l'autre pour les semences paysannes ou l'informel. En plus de ses catalogues mettre en place un répertoire des variétés paysannes. Ce répertoire doit être protégé par loi. Le répertoire est un processus avant l'homologation et ce répertoire serait constituer d'un patrimoine génétique que loi considère comme une ressource phytogénétique. Le répertoire connaît les variétés et le catalogue comme source de protection.

Services Publics (SNS) : La loi semencière ne prend pas en compte les semences dites paysannes, ces semences ne sont pas concernées par la certification. Pour que la semence soit prise en compte pour la certification, il faut qu'elle soit inscrite dans le catalogue et avant tout être homologuer.

Secteurs Publics (INERA) : La production doit être d'intérêts économique et de façon réaliste. Elle est économique car la production agricole ne répond pas seulement à l'autosuffisance alimentaire. La production ne doit pas être distributive mais rentable. Alors donc, on aura besoin des semences de qualités pouvant répondre au critère de productivité et de rendement élevé.

OP : Les deux systèmes doivent être complémentaire car de nos jours le taux d'adoption des variétés améliorées est de 18% et celle des semences paysannes est de 82%, c'est de voir comment les deux systèmes doivent coexister parce que jusqu'à présent les populations se nourrissent des deux systèmes.

Ce qu'il faut prendre en compte dans la présentation des étudiants, c'est de prendre en compte la période des PAS (Programme d'Ajustement Structurel) avec le désengagement de l'Etat qui va contribuer à l'amélioration des résultats de recherche à travers des innovations. A l'époque, la production des semences étaient basée sur les terrains ou parcelle de 0,25 ha à 0,5 ha et cette époque c'est les producteurs semenciers qui allaient vers les agents d'agriculture pour le suivi, l'inspection et le contrôle aux champs.

OP : moins de 5% des besoins en semences sont subventionnés ; donc les 95% des producteurs se débrouillent pour s'approvisionner.

OP (producteurs semenciers) : les achats de l'Etat facilitent le développement du marché mais l'Etat n'achète même pas la moitié des semences certifiées.

DGPV (secteur public) : la subvention est faite à tous les maillons : recherche, production, contrôle, commercialisation. La subvention au niveau des intrants est de type dégressif c'est-à-dire que l'Etat a l'intention à terme d'arrêter ses subventions pour laisser les producteurs s'approvisionner avec ses propres moyens.

OP : une récente étude de la FAO montre pourtant que l'Etat continue d'injecter de grosses sommes d'argent dans le secteur semencier ; Ailleurs c'est les producteurs qui financent la recherche, la certification des semences alors qu'au Burkina Faso c'est l'Etat qui s'en charge.

Inera (recherche) : la politique semencière se décide au haut niveau par des structures qui font le lobbying sur les politiques nationales. Beaucoup des financements sont de l'extérieur. Les acteurs du secteur informel sont responsables de la faible adoption des semences améliorées vu que les deux systèmes sont en concurrence. la sélection paysanne conduit à une dégénérescence des critères de rendement qui ont été obtenus par la recherche.

OP (producteur semence paysanne) : le problème est que le terme d'amélioration est lié à des indicateurs des chercheurs qui ne sont pas les mêmes que privilégient les agriculteurs ; il n'y a donc pas de dégénérescence mais le contraire

SNS : Il faut renforcer le système d'accès aux semences de base par deux mécanismes :

- Augmenter la disponibilité de semences de bases pour les producteurs semenciers,
- Augmenter l'accessibilité des producteurs aux semences améliorés.

SNS : le poids dominant du système informel dans certaines filières serait une contrainte à l'extension du marché des semences formelles. Une action est donc d'appliquer la loi pour éliminer les vendeurs de semences non sélectionnés ;

- Une alternative serait de redéfinir la notion de semences paysannes locales. Il faut aussi éviter la fraude c'est-à-dire la vente de semences certifiées par des entreprises non agréées,
- Décentralisé au maximum la vente des semences améliorés,
- Baisser le prix des semences améliorées pour les rendre accessibles.

SNS : nous procédons à la structuration d'un véritable marché organisé sur les semences structurées par les commandes de l'Etat (subventionnés certes) ; cette augmentation du marché est un débouché économique donc une opportunité pour un certain nombre d'agriculteurs qui peuvent ainsi se professionnaliser. L'Etat à la fois subvention et achète ; mais il n'achète pas plus que 50% de la production de semences améliorées, le

reste est acheté par des privés. La commande de l'Etat est par ailleurs structurée principalement par les subventions portées par les bailleurs internationaux : BM, UEMEOA ou bien l'utilisation des fonds PPTE

Les producteurs posent le problème de la dégénérescence des semences améliorées au bout d'un certain temps

INERA : pour résoudre ces problèmes de dégénérescence :

- **Il faut créer des banques de gènes communautaires**
- **Accompagner les paysans (renforcement de capacité) à caractériser les variétés**
- **Créer un catalogue officiel de semences locales avec l'appui de l'INERA**
- **Promouvoir l'expérimentation en milieu réel paysan**

Débat collectif sur la création d'un catalogue de semences locale paysan :

Risque :

- Si on fait deux catalogues il y aura concurrence entre les deux – Donc la solution serait plutôt d'ouvrir le catalogue officiel à une partie de semences paysannes
- Il existe en l'occurrence déjà des variétés locales qui sont reconnues dans le catalogue

Blocage au niveau informel

La loi semencière est le seul blocage pour ce groupe d'acteur.

Pour les acteurs du secteur informel, la loi a ignoré les semences paysannes ; la semence paysanne n'existe sur aucun texte.

Pour les acteurs du secteur formel, la loi qui existe est une première monture, donc amenée à évoluer.

Ils disent que la semence paysanne n'est pas codifiée, elle n'est donc pas reconnue.

La DGPV dit que la loi est partie d'un constat de la réalité du moment.

Blocage au niveau du secteur formel

Le secteur privé conteste que là la loi ne reconnaît pas les variétés traditionnelles. La loi reconnaît ces semences comme des ressources génétiques mais n'instruit pas une reconnaissance fonctionnelle économique ce qui est différent.

Les acteurs du secteur formel trouvent que le système informel réduit l'adoption des résultats de la recherche.

Situation que reconnaît ceux du secteur informel mais qu'il ne pouvait pas être autrement à partir du moment qu'il y a une concurrence sur le marché des deux systèmes.

Ensuite, les acteurs du système formel soulignent que le système informel occasionne une dégénérescence des variétés améliorées.

Cet état de fait non plus ne peut être autrement vu que les producteurs paysans font la sélection massale. Une sélection qui fait le critère initial des variétés améliorées.

D'emblée, les deux groupes d'acteurs parlent de création de catalogue et de mise en place de banques communautaire même si les chercheurs voudraient que l'on fasse un travail de diagnostic des semences paysannes.

Dans la création de catalogue, les producteurs voudraient savoir qui va déterminer les critères pour la sélection des semences ?

Les chercheurs proposent une approche participative comme cela a toujours été pour la sélection variétale au Burkina Faso.

Les producteurs proposent la création d'un groupe de paysans sélectionneurs pour la sélection des semences paysannes. Pour eux, critère qui vaille c'est ce que le paysan va dire sur sa semence.

Ils ajoutent que la semence paysanne n'a pas toujours une valeur marchande mais aussi des considérations culturelles qu'il faut en tenir compte.

Dans ces conditions la question est de savoir qui va être l'arbitre ? demande les chercheurs.

En guise de réponse, la DGPV dit que tout naturellement le comité national des semences qui est habilité à prendre toute décision dans le cadre de semences au Burkina Faso.

Les producteurs reviennent à la charge en disant pourquoi ne pas mettre en place un groupe de paysans qui ont des connaissances endogènes sur les semences pour être des chercheurs paysans ?

Pour les chercheurs, la banque de semence et le catalogue sont les deux points d'entrer pour une coexistence des deux systèmes. Ils disent que ces deux points sont forts parce que les paysans verront la protection de leurs variétés.

Pour le catalogue, les chercheurs veulent savoir s'il faut créer un autre catalogue ou inscrire les semences paysannes dans le même catalogue ?

Les producteurs disent que de façon pratique, il est mieux de partir de celui fait dans la région de l'Est.

Parce que les filtres sur le catalogue actuel risque d'exclure plusieurs semences paysannes.

L'Inera n'est pas contre mais disent qu'il faut un accompagnement des chercheurs.

Les chercheurs soulignent que les variétés localement reconnues ne font pas l'objet de certification.

En effet, le répertoire est différent du catalogue (inera).

Il explique que le répertoire est une étape vers le catalogue mais pas de reconnaissance par la loi.

La loi considère les semences paysannes comme une ressource phylogénétique.

La DGPV explique que la loi dit que pour produire la semence, il faut passer par le catalogue national donc elle n'interdit pas la production de la semence paysanne.

Pour les entreprises semencières, dans la loi tout est bien défini : il faut donc s'approprier de la loi avant tout débat là-dessus.

Pour l'Inera, la semence ne peut plus être produite dans le contexte actuel sur la base communautaire mais plutôt sur une base économique.

Pour les producteurs, les choses doivent être faites de telle sorte qu'il ne faut pas que quelqu'un se sente coupable de la situation d'autrui.

Ils expliquent que vu le taux d'adoption des variétés améliorées de 18%, c'est de voir comment les deux systèmes doivent coexister parce que jusqu'à présent les populations mangent donc les deux systèmes sont importants.

Décalage entre la convention de biosécurité signé par l'état qui reconnaît les semences paysannes et la loi qui ne les reconnaît pas.

Éléments transversaux du débat (vérifier que les points ci-dessous ne sont pas des redites)

Recherche : Si on fait deux catalogues (paysan – public) ils risquent de rentrer en concurrence entr'eux pour l'approvisionnement des marchés. Il faut donc ouvrir le catalogue existant. Il existe déjà notamment des variétés paysannes dans le catalogue actuel. Il faut donc augmenter les moyens de l'INERA pour leur permettre de stabiliser de procédures afin d'enregistrer au catalogue les variétés locales. Il faut accepter la coexistence de deux dispositifs au sein du catalogue actuel.

L'Etat subventionne et achète à la fois. Il achète environ 50% des semences améliorées ensuite le reste est acheté par des privés. Il facilite l'émergence du marché de semences donc par ces commandes publiques soutenues par les bailleurs (BM, UEMOA, ou l'usage des fonds PPTE.)

Les OP sont favorables à ouvrir le catalogue à l'enregistrement des semences paysannes mais la question est de savoir quel seront les critères qui conditionneront cette inscription et de savoir comment ces critères ne remettent pas en cause le rôle de la sélection paysanne dans la gestion de la biodiversité. Se pose aussi la question des méthodes qui impliquent les paysans dans les processus d'établissement de ces critères. Les méthodes utilisées en sélection participative sont insuffisantes à ce niveau. Il faut innover dans les formes de participations.

La question se pose de savoir quelle est l'instance qui va arbitrer et comment elle est gouvernée en fonction de la prise en compte de l'ensemble de parties prenantes à l'innovation variable (dont les O). Actuellement c'est le CNS qui arbitre mais la représentation des OP et des organismes communautaires y serait peu effective et. Ou peu représentative. Ainsi des OP sont associées dans le comité d'homologation, le processus de désignation de ces représentants est interpellé.

Une question oppose les chercheurs et les représentants des paysans :

- Les chercheurs reconnaissent très difficilement dans la discussion la fonction recherche des paysans car celle-ci ne renvoie pas à des méthodes scientifiquement éprouvées
- Les paysans revendiquent le statut de chercheur paysan à l'origine de processus d'essais erreur qui conduisent à créer la biodiversité.

Une question est posée sur le besoin 'accompagnement du processus de renforcement des capacités collective pour structurer les conditions d'ouverture futur du nouveau catalogue...l'Ide de catalogue des semences paysanne reste ouverte.

Le SNS met en alerte que ce catalogue potentiel ne doit pas donner naissance à un processus de certification car il entrerait en compétition avec la certification officielle. Il suggère de différencier la notion de répertoire de semences paysannes de celle de catalogue (qui impliquerait une certification)

Conclusion

Le forum qui a regroupé plusieurs acteurs nous a permis d'avoir des échanges ouverts et fructueux qui devraient nous permettre d'aboutir à un « Policy brief » pour un système semencier dynamique et intégrante au Burkina Faso. Cet atelier qui a regroupé les 2 groupes d'acteurs du système formel et paysan a permis une compréhension du fonctionnement du système semencier. Ces résultats de recherches vont nous permettre de poursuivre la réflexion dans le processus de redynamisation de coexistence des deux systèmes

Eléments préparatoire d'une synthèse transversale (points clés)

Le point de vue de la recherche et des services publics sur les semences du secteur informel :

- Les semences paysannes souvent très hétérogènes permettent pas de répondre aux nouvelles demandes de qualités industrielles d'homogénéisation qui émergent du secteur de la transformation. Comment est-il possible de stabiliser la qualité au niveau de l'homogénéité de certaines variétés pour répondre aux exigences du secteur agro-alimentaire ?
- La semence paysanne a de faibles réponses en terme de rendement à l'usage des intrants qui sont promues pour accroître la productivité par les politiques agricoles (engrais phytosanitaire)

Points de convergence :

- Revoir la loi semencière car il est nécessaire de reconnaître la diversité des variétés produites et donc de des sources de création de cette diversité

Liste de présence au FORUM sur le fonctionnement et l'évolution du secteur semencier au Burkina

N°	Nom Prénom	Structures	Email	Téléphones
01	NLEND NKOTT Any Lucree	CIRAD	anny-lucrece.nlend_nkott@cirad.fr	
02	OUEDRAOGO Adama	INERA/Bobo	damsleeser@gmail.com	70 62 75 65
03	COMPAORE G Constantin	IPD/AOS	Tintincomp@yahoo.com	70 04 06 46
04	LEGAY Christian	Autre terre	Christian.legay@autreterre.org	76 65 67 55
05	OUBA Rosalie	RESACI FROAT	rosalieouaba@yahoo.fr	70 23 55 34
06	BAKOUAN Babo Boniface	CAP Matourkou	Boni.2007@yahoo.fr	70 37 77 91
07	OUEDRAOGO A. Ardjouma	CAP Martourkou	adamaardj@yahoo.fr	71 02 39 51
08	OUEDRAOGO Benoit Joel	APN/Sahel		78 46 23 32
09	LAMIZANA Issa	INERA/Kamboinsé	lamizanaissa@yahoo.fr	70 72 91 04
10	OUEDRAOGO W Alimatou	Université Ouaga	Diane_celia@yahoo.fr	76 16 20 78
11	KY .O .Irène	Université Ouaga	Kyirene92@gmail.com	71 94 05 65
12	OUEDRAOGO Abdoulaye	Semencier kaya	Ouedraogo64@yahoo.com	78 74 24 23
13	KORBEOGO Yahauda	Semencier La-toden		76 24 55 01
14	SANOU Mazouna	UPPA/Houet	sanouuazouna@gmail.com	76 05 77 18
15	KIMA Aimé Séverin	IPD/AOS	aimeseverinkima@yahoo.fr	70 29 48 57
16	RABOIN Louis Marie	CIRAD	louis.marie.raboin@cirad.fr	64 73 08 61
17	OUEDRAOGO Souleymane	INERA/Bobo	osilamana@yahoo.fr	70 26 47 19
18	SAWADOGO Eveline	INERA/Kamboinsé	compeve@yahoo.fr	78 85 90 19
19	SOULAMA Soungalo	CONAGREP	soulsoung@yahoo.fr	70 26 15 14
20	OUEDRAOGO T Laurent	GRIL	tewouda@hotmail.fr	70 70 12 11
21	KABORE Roger	AMSP	agrisahel@yahoo.fr	70 29 49 44
22	KORGHO Mahamoudou	CIC-B/Léo	mahamoudoukorgho@yahoo.fr	70 14 15 20
23	DAGANO Moussa Joseph	ROAC	damimif@yahoo.fr	76 60 96 29
24	SOME Martine	DGPV/SNS	martinesome@yahoo.fr	70 73 10 28
25	OULON Adeline Edith	CIC-B centre Sud		70 74 22 31
26	COMPAORE Monique	EAKF/Ziro		78 50 53 32
27	KABRE Karim	EAKF/Ziro	Krimkbrsgmail.com	76 52 58 04
28	KAM Ini	Mougnou/FENOP		78 35 68 39
29	OUEDRAOGO Mariam	Sinignasigi/FENOP		76 90 67 71
30	SANOU Issouf	FENOP	sissoufou@yahoo.fr	70 61 28 84
31	OUEDRAOGO Oumar	INERA	oumaoued@gmail.com	70 26 07 63
32	ZAGRE Alban	SNS / DGPV	albanzagre@yahoo.fr	70 10 33 45
33	KOUDOUGOU Amos	INERA/Kamboinsé	amoskoudougou@gmail.com	78 96 71 10
34	TANKOANO. M Honoré	Semencier	tnhonore@yahoo.fr	76 65 79 71
35	YOUGBARE Souleymane	CENABio	youbbaresouleymane@gmail.com	78 04 70 69
36	ZONGO Aline	INADES/COPAGEN	aline.zongo@inadesfo.net	

FORUM SUR LE FONCTIONNEMENT ET L'EVOLUTION DU SECTEUR SEMENCIER AU BURKINA FASO

INERA Gounghin, le 5 Décembre 2018 à partir de 8h00

8h 20	Le mot de bienvenue
8 h 30	Accueil des participants
8h 30 – 8h 50	Coexistence et pluralité des systèmes semenciers et gestion de la diversité cultivée Ludovic Temple (CIRAD)
8h 50 – 9h 10	Dynamique du système semencier au Burkina Faso Eveline Compaoré (INERA)
9h 10 – 9h30	Pratiques paysannes en matière de gestion des semences ZONGO Aline (INADES)
9h 30 – 10h	Mise en débat et discussion collective : <i>Animation : OUEDRAOGO Laurent</i> <i>Prise de note : Lucrèce et Constantin</i>
10h – 10h20	Dynamiques d'évolution du secteur semencier au Burkina NLEND Lucrèce (Supagro) et COMPAORE Constantin (IPD)
10h20 – 10h40	Gestion de la diversité cultivée dans les exploitations agricoles au Burkina Faso : illustrations dans la commune Sapuiy <i>OUEDRAOGO Laurent, Groupe de Recherches sur les Initiatives Locales (GRIL)</i>
10h 40 -10h45	Pause-café rapide
10h45 – 11h15	Mise en débat discussion collective : <i>Animation : COMPAORE Eveline</i> <i>Prise de note : Amos Koudougou et Jean Louis Rabouin</i>
11h – 11h05	Présentation des ateliers - Méthode travaux de groupes
11h 05 – 12h 05	Atelier 1 : Diagnostic de coexistences entre acteurs
	Groupe 1 – Organisations de producteurs de semences paysannes ONG <i>Animation : OUEDRAOGO Laurent</i> <i>Observateur : Constantin</i> <i>Prise de note : Amos et Irène</i> <i>Rapporteur : ZONGO Aline</i>
	Groupe 2 – Services publics/privés et chercheurs <i>Animation : COMPAORE Eveline - Observateur : Lucrèce</i> <i>Prise de note : Ludovic et Jean Louis Rabouin</i> <i>Rapporteur : OUEDRAOGO Souleymane</i>
12h05 – 12 h 10	Petite pause-café

12 h10 – 13 h 10	Atelier 2 - Orientations pour un système semencier structurant de la diversité cultivée
	Groupe 1 – Organisations de producteurs de semences paysannes et ONG <i>Animation : OUEDRAOGO Laurent</i> <i>Observateur : Constantin</i> <i>Prise de note : Amos et Irène</i> <i>Rapporteur : ZONGO Aline</i>
	Groupe 2 – Services publics/privés et chercheurs <i>Animation : COMPAORE Eveline</i> <i>Observateur : Lucrèce</i> <i>Prise de note : Ludovic et Jean Louis Rabouin</i> <i>Rapporteur : OUEDRAOGO Souleymane</i>
13h 10 – 14 h 10	Repas - Formalités administratives
14 h 10 – 14 h 20	Restitution de l'atelier 1 Rapporteur 1 : ZONGO Aline Rapporteur 2 : OUEDRAOGO Souleymane Prise de notes : Amos et Irène
14 h 20 – 15 h 20	Débat plénière entre les 2 groupes d'acteurs sur les coexistences Animation : COMPAORE Eveline (INERA) Prise de notes : Lucrèce et Amos (moré)
15 h 20 – 15 h 40	Restitution de l'atelier 2 (10 minutes rapporteur) Rapporteur 1 : ZONGO Aline Rapporteur 2 : OUEDRAOGO Souleymane Prise de note : Constantin et Amos
15 h 40 – 16 h 20	Débat plénière entre les 2 groupes d'acteurs sur les besoins futurs Animation : COMPAORE Eveline (INERA) Prise de notes : Lucrèce, Constantin et Amos
16 h 20 – 16 h 30	Clôture de l'atelier

Grille d'animation méthodologique du Forum COEX

Ouaga 05 décembre 2018 – Version du 04-12-2018

Groupe 1 : Organisations de producteurs semences paysannes

Animateur : Laurent - Observateur – Constantin – Rapporteur Aline

Atelier 1 : Diagnostic de coexistence entre les filières formelles et informelles

11 heures 05 à 11 h 25

Q 1 : Quels sont les services que vous donne le système formel : approvisionnement en semences (quelle(s) culture(s)), subventions, certification de vos semences, formation ou fiches techniques, autres ?

Observateur : Lister les informations des participants sur la question posée. Lister les principaux services et par ordre d'importance avec les participants : services d'approvisionnement, de subvention, formations, financements, autres.

Conseil *Dans un premier temps l'observateur saisi les réponses (principaux services identifiés par les participants) synthétiques au tableau à chaque nouveau répondant : soit il met une croix à côté d'un service inscrit ; soit il rajoute un service au tableau. Dans un second temps l'observateur sélectionne les 4 services qui ont eu le plus de croix et il les déplace sur une nouvelle feuille vierge.*

11 h 25 à 11 h 35 : Hiérarchisation

Hiérarchisation et classement des services par degré et par ordre de plus important ou utile au moins important suivant les discussions des participants. La hiérarchisation peut se faire par vote suivant le consentement des participants pendant les discussions.

Procédure de hiérarchisation

- *L'animateur demande à la salle si quelqu'un peut citer le service ou le risque qui est le plus important pour lui.*
- *Il demande à la salle « combien de personnes » (votes à main levée) pensent que ce service est le plus important de tous.*
- *Il demande à la salle de sélectionner le 2^e service le plus important dans la liste. Il demande à la salle de voter à main levée si tous sont d'accord pour placer ce service comme le plus importante.*
- *Il fait pareil pour le 3^{em}.*
- *Pour le dernier service qui semble le moins important il demande combien de personnes pensent que ce service est important*

11 h 35 – 11 h 55

Q 2 : Quelles sont les actions (projets), événements (règlementations) qui constituent des blocages actuels ou des menaces futures pour les activités (production, commercialisation distribution des semences paysannes) ?

Animateur pose la question tout en précisant aux participants de manière à ce qu'ils identifient les blocages, des menaces ou des risques pour les activités de production, de distribution des semences des acteurs du secteur informel.

Enfin lister les services qui constituent un blocage, menaces ou des risques pour le système informel. La liste est divisée en deux blocs :

- Sur une feuille, positionner les blocages actuels : Lister les blocages,
- Sur une autre feuille, risques ou menaces futurs dans les activités de production de semence paysanne des participants.

Observateur : Lister les services utiles qui contribuent au développement du secteur semencier.

11 h 55 – 12 h 05 : Hiérarchisation de la feuille concernant les menaces

Processus de hiérarchisation des menaces et risques (de la plus importante à la moins importante).

12 h 05 – 12 h 10 Pause-café

12 h 10 – 13 h 10

Atelier 2 : Orientations pour un secteur semencier structurant de la diversité cultivée

12h10 – 12 h 30

Q 3 : Par rapport aux différents blocages, quelles sont vos attentes en termes de changement du secteur semencier ou d'accompagnement de vos activités comme acteur du système paysan informel ? (20 minutes)

12 h 30 – 12 h 40 : Hiérarchisation des blocages

Hiérarchisation des besoins (10 minutes) – Voir méthode déjà proposée.

12 h 40 – 13 h

Q4 - En reprenant les 3 blocages principaux de tout à l'heure quelle sont les actions que vous entreprenez ou que vous souhaiteriez entreprendre dans le futur ?

- Pour le 1^{ier} blocage (5 minutes)
- Pour le 2^{iem} blocage (5 minutes)
- Pour le 3^{iem} blocage (5 minutes)
- Pour un blocage qui a été oublié et/ou l'un d'entre vous aurez une action

La stratégie d'animation de l'atelier : les questions vont se faire par un jet du ballon pour le choix des intervenants dans la salle.

13 h – 13 h 10

Pouvez-vous noter 2 situations d'actions ou vous prenez en compte la diversité cultivée dans vos activités ?

Groupe 2 – Services public privés et chercheurs

Animateur : Eveline - Observateur : Lucrèce - Rapporteur Souleymane

Atelier 1 : Diagnostic de coexistence entre les filières formelles et informelles

11 heures 05 – 11 h 25

Q°1 : Quels sont les services que vous donne le système semencier paysan (approvisionnement en semences paysannes de vos structures, expérimentations au champ, financement des activités, achats de semences certifiées, autres) ?

Conseil : Dans un premier temps l'observateur saisi les réponses (principaux services identifiés par les participants) synthétiques au tableau à chaque nouveau répondant : soit il met une croix à côté d'un service inscrit ; soit il rajoute un service au tableau. Dans un second temps l'observateur sélectionne les 4 services qui ont eu le plus de croix et il les déplace sur une nouvelle feuille vierge.

11 heures 25 – à 11h 35-hierchisation

Hiérarchisation et classement des services par degré et par ordre du plus important ou utile au moins important suivant les discussions des participants. La hiérarchisation peut se faire par vote suivant le consentement des participants pendant les discussions.

11 h 35 –11 h 55 (20 minutes)

Q°2 : Quels sont les actions, projets, changements (y compris dans le système semencier paysan) qui constituent pour vous des blocages actuels ou des menaces pour le futur dans vos activités ?

- Faire une feuille avec blocages actuels - Faire une feuille avec menaces et risques futurs

11 h 55 – 12 h 05 : Hiérarchisation de la feuille menace (10 minutes) - 12 h 05 – 12 h 10 Pause-café

De 12 h 10 – 13 h 10 - Atelier 2 : Orientations pour un secteur semencier structurant de la diversité

12h10 – 12 h 40 (20 minutes)

Q°3 : Par rapport aux blocages et menaces principales quelles sont vos attentes en termes de changements (intègrent des changements du secteur paysan) ou de besoins d'accompagnement de vos activités comme acteur du système formel ?

- Sur une feuille marquer les attentes de changement ?
- Sur une autre feuille les besoins d'accompagnement des activités du secteur formel

12 h 40 – 13 h : Hiérarchisation des besoins d'accompagnement (10 minutes)

Voir méthode déjà présentée

En reprenant les 3 principales menaces de tout à l'heure quelle sont les actions que vous entreprenez ou que vous souhaiteriez entreprendre dans le futur (20 minutes)?

- Pour la première menace (5 minutes) - Pour la deuxième menace (5 minutes)
- Pour le 3iem menace (5 minutes) - Y a-t-il un blocage qui a été oublié ?

13 h – 13 h 10 : Pouvez-vous noter sur une feuille 2 situations ou vous prenez en compte la diversité cultivée dans vos activités ?

Q4 - En reprenant les 3 blocages principaux de tout à l'heure quelles sont les actions que vous entreprenez ou que vous souhaiteriez entreprendre dans le futur ? *La stratégie d'animation de l'atelier et les questions pourraient se faire par un jet du ballon pour le choix des intervenants dans la salle.*

Annexe 4 : Principes méthodologiques d'organisation du forum

Un forum de discussion désigne une discussion de groupe dirigée par un animateur. Les participants sont invités à faire part de leurs réflexions à propos d'un thème donné, sur la base de leurs opinions et de leurs expériences personnelles. Chacun est encouragé à se situer et à réagir par rapport, aux avis des autres. Le but du forum est d'obtenir une grande diversité de points de vue et de perceptions. Les forums sont donc utiles pour appréhender les différences de positions et le degré de consensus existant sur un sujet.

Ce forum a pour objet de faire le point sur les perceptions, opinions, représentations, souhaits et pratiques de différents types d'acteurs impliqués dans la coexistence des systèmes semenciers formels et informels.

Le principe d'animation des discussions collectives en plénières

L'animateur demande à la salle s'il y a une question adressée aux exposants.

Il s'assure que la personne qui pose la question précise bien sa communauté d'acteur

Quand l'exposant a répondu – L'animateur demande si quelqu'un d'une autre communauté d'acteur veut compléter la réponse

Il demande ensuite une nouvelle question en s'assurant que chaque communauté d'acteurs pose une question.

Indications de base sur la structure des animations par atelier

En amont:

- Bien définir en introduction l'objectif de ce que l'on veut savoir
- Pas plus de 4 thèmes de fonds par session
- Fragmenté la session en 2 périodes avec une pause « relax » rapide entre les 2

Pour info les "règles" du jeu en construction :

- Les animateurs doivent faire rebondir les questions et s'assurer que tout le monde participe aux débats - c'est eux qui pilotent le débat collectif : distribuent la parole –

A chaque prise de parole d'un participant ils demandent au participant de présenter à quelle communauté d'acteur il appartient si ce dernier ne l'a pas fait) : (i) service public, (ii) recherche, (iii) ONG, (iv) Organisation de producteur (v) et son prénom.

Il faudra être très strict sur le temps de présentation. Les animateurs/observateurs ont pour mandat de le faire respecter.

Lorsqu'un participant d'une communauté vient de parler –

L'animateur demande que le prochain intervenant soit d'une autre communauté.

Ils doivent s'assurer que sur un point de débat : les 4 communautés se soient exprimées ou au minimum 3.

Les observateurs (assistants) – saisissent au tableau les informations principales et aident à la hiérarchisation.

- Les preneurs de notes ne participent pas aux débats - ils doivent sans arrêt écrire ce qui se dit

L'animateur doit fragmenter le temps disponible entre les grandes questions –

L'observateur doit aider l'animateur à surveiller le temps – il alerte en cas de dérapage.

Recommandations :

- Contrôler ceux qui ont parlé en premier et qui veulent continuer à occuper l'espace de communication pour donner la parole aux « silencieux ».
- Au départ la prise de parole est sur le volontariat (pas de tour de table) mais plus on avance dans l'atelier et plus l'animateur a pour mission de donner la parole aux silencieux.
- L'animateur dans ce cadre d'échange doit parler le moins possible de sa propre expérience ou de son point de vue
- L'observateur peut aider l'animateur si celui-ci patine mais les deux doivent étroitement être complémentaires et aller dans le même sens

A la fin de l'atelier chaque participant a exprimé son « risque » principal ou « secondaire » et a contribué aux autres débats.

Le rôle de l'animateur est de :

- *Participer à la définition des objectifs du forum de discussion ;*
- *S'approprier le plan à respecter durant la session et d'établir des priorités quant aux thèmes à aborder (élaborer la grilles d'animation) ;*
- *Faire progresser le niveau de connaissances acquises par l'équipe au fur et à mesure*
- *Aider à approfondir des points, en soulevant de nouvelles idées, en recentrant le débat*
- *Rester neutre tout au long des débats ;*
- *Provoquer une discussion constructive sans inhiber l'expression spontanée des opinions ; l'adoption d'un ton chaleureux incite à la participation ;*
- *Faire la synthèse des discussions.*

L'animateur s'efforce de créer d'entrée de jeu une atmosphère de groupe, par exemple :

- En introduction dire à tous les participants de se lever et se dire bonjour en se présentant au milieu demander à tout le monde de se lever de changer de place et faire un étirement
- bouger les tables pour les disposer en cercle, ou en demandant à chacun de se présenter.
- Rappelant que les données recueillies seront utilisées dans l'anonymat et donc recueillir le consentement des participants à l'enregistrement ou utilisation de leurs propos.

Pour encourager les participants à se livrer, il est utile de rappeler l'importance pour l'équipe de projet de recueillir toutes les opinions. Il est également essentiel de rappeler que l'objectif n'est pas de juger les avis des uns et des autres, ni d'établir une « hiérarchie » des opinions.

Une fois le débat ouvert, la discussion doit idéalement être structurée par l'animateur, mais apparaître naturelle et presque sans cérémonie pour les participants. En réalité, la plupart des interventions de l'animateur ne doivent pas être perçues comme des questions, mais plutôt comme des relances. Il doit aussi veiller à ce que chacun prenne la parole (mais sans forcer la main) et éviter de faire part de ses opinions de quelque façon que ce soit.

L'animateur doit également maintenir l'échange dans les limites du sujet, mais en permettant à chacun de s'exprimer librement. D'un autre côté, il doit pouvoir prévenir la tendance, pas forcément consciente, de certains individus à se rallier de façon systématique à l'opinion d'un participant plus brillant, plus l'animateur doit créer un climat favorable aux échanges, maintenir le cap des discussions dans le sens des objectifs prévus, favoriser la participation de toutes les personnes présentes et modérer les débats si nécessaire, le tout dans le plus grand respect des individus, en s'efforçant de conserver une attitude de neutralité bienveillante.

Ne pas oublier de remercier les participants à la fin de la session en soulignant les étapes à venir c'est-à-dire :

- a) la mise en débat de la synthèse auprès des autres communautés d'acteurs
- b) la rédaction d'une synthèse du forum qui sera transmise pour validation aux participants
- c) l'écriture d'un « policy brief » interinstitutionnel de 4 pages

Après l'atelier structurer l'information recueillie dans le forum

Classer l'information recueillie dans une grille d'analyse en fonction des thèmes abordés lors des forums.

Ex. : Quels sont les principaux problèmes mentionnés par les participants ?

Dégager les idées maîtresses émises pour chacun des thèmes : points de consensus, opinions divergentes ou controverses, préoccupations issues de groupes particuliers, problèmes soulevés, solutions suggérées, etc. Il s'agit maintenant de répondre aux questions « Où, quand, comment et pourquoi ? ».

Ex : Les participants ont-ils émis des opinions divergentes sur la nature des problèmes dominants ? Valider les constats dégagés (principaux problèmes et solutions) à l'intérieur du groupe puis auprès des participants du forum ou des autres institutions présentes.

Le rôle des rapporteurs

Les rapporteurs ont un travail essentiel mais ils auront peu de temps pour préparer leur rapport et le présenter. Ils ne sont pas obligés de faire un rapport de tout ce qui a été dit mais d'en tirer les éléments de synthèse qui leur apparaissent importants pour faire ensuite interagir les communautés d'acteurs entre-elle (de manière constructives)

Il leur est demandé de structurer un rapport oral (qu'ils mettront par écrit ensuite) en 3 points pour orienter le débat en plénière qui va faire interagir les 4 communautés d'acteurs :

- 1^{ier} point : Les principaux résultats obtenus sur la première question de l'atelier où ils ont participé et sur le classement de priorité obtenus.
- 2^{iem} point : Les principaux points où il y a eu des divergences d'opinions entre acteurs du groupe (hétérogénéité d'avis au sein du groupe ou au contraire des consensus)
- 3^{iem} point - Ils doivent proposer sur la base du diagnostic une question qu'ils adressent aux autres communautés d'acteurs située dans l'autre groupe.

Le rôle des preneurs de notes

Prise de note : Prise de note de toutes les informations sans distinction de tous les intervenants. Surtout en langue local.

**MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR,
DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
ET DE L'INNOVATION**

SECRETARIAT GENERAL

**CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE**

**INSTITUT DE L'ENVIRONNEMENT ET DE
RECHERCHES AGRICOLES (INERA)**

B.P. 7192 – TEL. 25 34 02 70 / 25 34 71 12

FAX : 25 34 02 71

E-mail : inera.direction@fasonet.bf



BURKINA FASO

UNITE - PROGRES - JUSTICE

OUAGADOUGOU, le 15/11/2018

**Le chef du Département
GRN/SP de Kamboïse
L'INERA**

A

Qui de droit

N° _____/MRSI/CNRST/INERA/D

Objet : Invitation à participer à un Forum de restitution des résultats de recherche et d'échange entre les acteurs du système semencier au Burkina Faso dans le cadre du Projet CoEx

Madame/Monsieur

Dans le cadre de la lutte pour la sécurité alimentaire et dans le souci d'une approche multi-acteurs des acteurs du système semencier, l'Institut de l'Environnement et de Recherches Agricoles (INERA) en collaboration avec le CIRAD a entrepris un certain nombre d'activités avec les parties prenantes du Burkina Faso. Les résultats ont permis de comprendre la dynamique sociale autour des semences de variétés telles que le niébé, le riz, le sorgho et le Gombo.

Les résultats de ces recherches se veulent de servir de levier afin de les intégrer pour un système semencier plus opérationnel au **Burkina Faso**.

Le Forum qui réunit plusieurs parties prenantes qui travaillent dans le domaine de création, sélection, production contrôle et vente des semences se veut un atelier de partage de résultats mais aussi d'échanges.

En tant qu'acteur clé du système semencier au Burkina Faso, vous êtes invité au Forum qui se déroulera le mercredi 5 Décembre 2018 dans la salle de conférences de l'INERA sis à Gounghin à partir de 8h00.

Tout en vous souhaitant une bonne réception, je vous prie de recevoir, l'expression de ma franche collaboration

**Le chef de département
Dr Compaore Emmanuel**

Document sous licence libre Creative Commons



Cette licence permet aux autres utilisateurs de remixer, arranger, et adapter une œuvre à des fins non commerciales tant que son auteur initial est crédité (son nom est cité) et que les nouvelles œuvres sont diffusées sous une licence identique à celle qui régit l'œuvre originale.